

## COMMUNAUTÉ FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 95 — 2148

14 MARS 1995

[C-Mac — 29329]

## Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'organisation du service public de la lecture

Le Gouvernement de la Communauté française.

Vu le décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture, modifié par les décrets des 21 octobre 1988, 19 juillet 1991 et 30 novembre 1992;

Vu l'avis du Conseil supérieur des bibliothèques publiques donné le 25 octobre 1993;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 11 janvier 1995;

Sur la proposition du Ministre ayant la Culture dans ses attributions,

Arrête :

## CHAPITRE Ier. — Définitions

**Article 1er.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

- le décret : le décret du 28 février 1978 organisant le service public de la lecture;
- le Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;
- le Ministre : le Ministre de la Communauté française qui a le service public de la lecture dans ses attributions;
- l'Administration : la Direction d'Administration des Lettres et du Livre de la Direction générale de la Culture et de la Communication du Ministère de la Culture et des Affaires sociales de la Communauté française;
- l'Inspection : l'Inspection générale de la Direction générale de la Culture et de la Communication du Ministère de la Culture et des Affaires sociales de la Communauté française;
- le C.L.P.C.F. : le Centre de lecture publique de la Communauté française;
- le Conseil : le Conseil supérieur des bibliothèques publiques;
- le Comité provincial : le Comité provincial de coordination de la lecture publique;
- le réseau : l'ensemble structuré et cohérent des entités bibliothéconomiques constitué sur un territoire déterminé;
- la (ou les) bibliothèque(s) publique(s) : la (ou les) bibliothèque(s) publique(s) au sens de l'article 1er du décret du 28 février 1978, en ce compris les bibliothèques visées à l'article 2, § 2, alinéa 3, de ce décret;
  - la bibliothèque publique locale : l'ensemble bibliothéconomique situé sur le territoire d'une ou de plusieurs communes et composé des bibliothèques pivots, filiales et dépôts. Toutes les locales-pivots reconnues ont les mêmes droits et devoirs envers les exigences de cet arrêté;
  - la (ou les) bibliothèque(s) locale(s)-pivot(s) : l' (ou les) unité(s) centrale(s) de la bibliothèque publique locale qui possède(nt) des collections propres, effectue(nt) le prêt direct et assure(nt) la coordination de l'ensemble des unités décentralisées, filiale(s) et/ou dépôt(s), implantées sur le territoire qu'elle(s) desser(ven)t;
  - la filiale : l'unité décentralisée de la bibliothèque publique locale qui possède des collections propres, effectue le prêt direct et contribue au développement de la lecture;
  - le dépôt : l'unité décentralisée de la bibliothèque publique locale qui, par son action, contribue au développement de la lecture, dispose de collections, effectue le prêt direct;
  - la section : la partie d'une bibliothèque publique qui développe un ou des services particuliers dans des espaces destinés à cette fin et qui dispose du personnel, des collections et du matériel appropriés;
  - la salle de lecture : espace aménagé réservé à la consultation sur place des livres, documents et périodiques, situé dans un local indépendant ou au sein d'une section;
  - l'utilisateur : l'utilisateur du service public de la lecture qui possède une carte annuelle et numérotée;
  - le document : l'ensemble d'un support d'information et des données enregistrées sur celui-ci sous une forme en général permanente et lisible par l'homme ou par une machine;
  - le livre : le document formé par assemblage de plus de 48 pages constituant une unité bibliographique;
  - le périodique : publication en série, dotée d'un titre unique, dont les livraisons généralement composées de plusieurs articles répertoriés dans un sommaire, se succèdent chronologiquement à des intervalles en principe réguliers;
  - la collection : l'ensemble de livres, périodiques et documents détenu par une bibliothèque publique;
  - la collection d'appoint : la collection détenue par la bibliothèque publique principale ou centrale, mise en prêt complémentaiement aux collections des bibliothèques publiques locales de son territoire de compétence;
  - le prêt : l'emprunt de livre, périodique ou document par l'utilisateur;
  - l'élagage : l'opération de retrait de livre, périodique ou document, liée à la réactualisation des collections;
  - le personnel bibliothéconomique : le personnel technique et dirigeant en fonction dans la bibliothèque publique;
  - le personnel auxiliaire : le personnel qui assiste le personnel bibliothéconomique;
  - la C.D.U. : la Classification décimale universelle;
  - la D.B.I.N. : la Description bibliographique internationale normalisée (communément appelée I.S.B.D., International standard bibliographic description);
  - la norme AFNOR Z44-073 : la norme française de catalogage des monographies, rédaction de la description bibliographique allégée, conforme à la D.B.I.N.;
  - le répertoire RAMFAU : le Répertoire d'Autorité-Matière Encyclopédique, Alphabétique, Unifié, développé conjointement par la Bibliothèque nationale de France et par le Ministère de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports;

— le format UNIMARC : le format d'échange international de données bibliographiques lisibles en machine, développé par l'International Federation of Library Associations and Institutions;

— l'éducation permanente : toute action visant à favoriser l'expression et l'exercice d'une citoyenneté responsable, active et critique, impliquant une prise de conscience et une connaissance critique des réalités sociétales, des capacités d'analyse, de choix d'action et d'évaluation, des attitudes de responsabilité et de participation active à la vie sociale, économique, culturelle et politique;

— le territoire de compétence : le territoire géographique où s'exercent les missions des bibliothèques publiques.

#### CHAPITRE II. — Le réseau et les conditions de reconnaissance

**Art. 2.** Le réseau implique une réciprocité de services entre les différentes entités bibliothéconomiques, quelles qu'elles soient, du niveau local au C.L.P.C.F., lequel renforce et amplifie leurs actions.

##### Section 1re. — Le C.L.P.C.F.

**Art. 3.** Le Gouvernement crée le C.L.P.C.F., lequel assure les missions décrites à l'article 3 du décret. Il fait partie de l'Administration, Direction des Lettres et du Livre, et est dirigé par un fonctionnaire placé sous l'autorité hiérarchique du directeur de cette Administration.

**Art. 4.** Chaque année, avant le 31 mars, le C.L.P.C.F. transmet au Ministre un rapport d'activités concernant l'exercice précédent. Il le transmet également au Conseil, pour avis, lequel soumet ses remarques au Ministre dans les deux mois de sa réception.

De même, chaque année, avant le 31 octobre, le C.L.P.C.F. transmet au Ministre son programme d'activités pour l'exercice suivant. Il le transmet également au Conseil, pour avis, lequel soumet ses remarques au Ministre dans les deux mois de sa réception.

**Art. 5.** Des commissions techniques composées, notamment, de représentants des bibliothèques publiques centrales, principales, locales, spéciales et itinérantes, ainsi que de représentants d'associations de bibliothécaires peuvent être constituées au sein du C.L.P.C.F., à titre consultatif, sur certaines matières relevant de ses missions.

##### Section 2. — Dispositions générales

**Art. 6.** Pour pouvoir être reconnu en tant que bibliothèque publique et pour pouvoir conserver cette reconnaissance, il devra être satisfait aux conditions énumérées à la présente section.

**Art. 7.** L'institution qui souhaite être reconnue au titre de bibliothèque publique locale, principale, centrale, spéciale ou itinérante doit faire la preuve de l'accomplissement des missions prévues pour chaque catégorie, dans le cadre de structures et selon des modes de fonctionnement qui excluent toute confusion de rôles.

**Art. 8.** En ce qui concerne les livres, périodiques et documents, les bibliothèques publiques doivent respecter les normes bibliothéconomiques suivantes :

- la D.B.I.N. et la norme AFNOR Z 44-073 pour la description bibliographique;
- la C.D.U. pour le rangement ou tout autre système qui s'en inspire;
- le répertoire RAMEAU pour l'indexation par sujets.

Les bibliothèques publiques doivent travailler selon la dernière édition ou la dernière mise à jour des normes bibliothéconomiques auxquelles il est fait référence ci-dessus et, dans un délai raisonnable, adapter le classement déjà réalisé à ses modifications.

**Art. 9. § 1er.** La collection de base présente en libre accès doit justifier d'un caractère d'actualité et d'utilité et doit être mise à jour annuellement. Par actualité de la collection, il faut entendre un pourcentage de 30 % minimum d'ouvrages édités ou réédités au cours des dix dernières années.

Les livres, périodiques et documents qui sont élagués annuellement des collections sont, soit mis en réserve avec maintien aux catalogues, soit font l'objet d'une affectation concertée avec la bibliothèque publique principale, la bibliothèque publique centrale et/ou le C.L.P.C.F. au bénéfice d'institutions susceptibles d'en assurer une conservation utile ou d'institutions spécialisées, soit sont éliminés lorsqu'ils ont subi un mauvais traitement ou une utilisation intensive qui exclut leur remise en état en raison du coût. Les bibliothèques publiques s'inspirent à cet effet des recommandations établies par le C.L.P.C.F.

§ 2. Les acquisitions annuelles, soit au titre d'accroissement, soit au titre de renouvellement, sont de 5 % de la collection de base exigée au moment de la reconnaissance. Les dons de livres édités depuis plus de trois ans ne peuvent être comptabilisés au titre d'accroissement mais figurent aux catalogues.

§ 3. Les acquisitions annuelles doivent comprendre un minimum de 10 % de livres, périodiques et documents d'auteurs et d'éditeurs belges.

**Art. 10.** Dans le respect de ses obligations, la bibliothèque publique a la faculté de fermer pendant 20 jours ouvrables par an au maximum.

##### Section 3. — Dispositions particulières

###### Sous-section 1re. — La bibliothèque publique locale

**Art. 11. § 1er.** Pour être reconnue par le Ministre et conserver sa reconnaissance, la bibliothèque publique locale ne peut comporter, si elles existent, que des entités bibliothéconomiques remplissant toutes les conditions énoncées au présent arrêté et justifiant de leur activité pour l'accomplissement local de la mission de service public de la lecture.

Une bibliothèque locale ne peut être prise en considération pour la reconnaissance par le Ministre que si toutes les entités bibliothéconomiques situées sur son territoire, répondant aux normes et critères du présent arrêté, et qui ont exprimé leur souhait de s'inscrire dans le réseau, y sont intégrées.

En outre, les filiales et/ou les dépôts doivent justifier leur utilité pour l'accomplissement local de la mission de service public de la lecture.

§ 2. Avant de se prononcer sur la reconnaissance, le Ministre prend l'avis de l'Administration et du Comité provincial.

§ 3. En raison de conditions locales particulières, le Ministre, après avis du Comité provincial compétent et de l'Administration, peut reconnaître plus d'une bibliothèque locale-pivot sur le territoire d'une ou de plusieurs communes. Lorsque plusieurs bibliothèques locales-pivots sont reconnues conformément au présent article, la population à desservir pour chacune d'elles est déterminée d'un commun accord par les pouvoirs organisateurs au sein du Comité de coordination.

Le Ministre fixe le nombre de subventions forfaitaires octroyées à chaque bibliothèque locale-pivot en application de l'article 47 et proportionnellement à la population desservie, fixée par convention conclue entre les pouvoirs organisateurs concernés.

**Art. 12. § 1er.** La bibliothèque publique locale doit, pour être reconnue et conserver sa reconnaissance, assurer les missions suivantes :

1° mettre des collections adaptées aux besoins d'éducation permanente à la disposition de la population qu'elle est appelée à desservir; à cette fin, elle doit disposer de livres, périodiques et documents destinés à des publics spécifiques, comme les personnes fréquentant une formation d'alphabétisation ou de remise à niveau des connaissances ou les personnes âgées souffrant de déficiences légères de la vue;

2° effectuer le prêt direct en libre accès;

3° mener des actions de promotion de la lecture en collaborant notamment avec les associations culturelles et d'éducation permanente et avec les établissements d'enseignement et de formation;

4° participer au prêt interbibliothèques;

5° développer une politique concertée des acquisitions avec les autres entités bibliothéconomiques du territoire de compétence.

§ 2. Pour rencontrer ses missions, la bibliothèque publique locale agit en concertation avec les bibliothèques publiques principales et centrales dans le cadre des missions spécifiques dévolues à celles-ci.

**Art. 13. § 1er.** La bibliothèque publique locale doit, pour être reconnue et conserver cette reconnaissance, posséder une collection de base comptant, au moins un livre, périodique ou document par habitant du territoire de compétence, si elle se compose de moins de 4 filiales et dépôts, avec un minimum de 10 000 livres, périodiques ou documents.

Au cas où la bibliothèque publique locale se compose de plus de 3 filiales et dépôts, la collection de base nécessaire à la reconnaissance et à la conservation de cette reconnaissance doit compter au moins 1,5 livre, périodique ou document par habitant du territoire de compétence, avec un minimum de 10 000 livres, périodiques ou documents.

§ 2. La diversification de la collection de base exigée doit être réalisée et entretenue de manière à garantir en permanence l'existence d'au moins :

— 3 % de livres, périodiques ou documents de référence;

— 25 % de livres, périodiques ou documents d'information pour adultes;

— 15 % de livres, périodiques ou documents de fiction pour la jeunesse;

— 10 % de livres, périodiques ou documents d'information pour la jeunesse.

**Art. 14.** La bibliothèque publique locale doit compter un nombre d'usagers au moins égal à 10 % du nombre d'habitants de son territoire de compétence. Après cinq années de reconnaissance, elle doit atteindre un lectorat égal à 15 % du nombre d'habitants ou faire la preuve qu'elle met en oeuvre des moyens pour les obtenir, notamment par une politique de promotion de la lecture.

**Art. 15.** Le nombre de prêts annuel doit être au moins égal à 10 fois le nombre d'usagers requis.

**Art. 16.** L'accessibilité au prêt direct est, au moins, assurée de la manière suivante :

— la bibliothèque publique locale ou, lorsqu'il y a réseau, la bibliothèque locale-pivot, doit être accessible 20 heures par semaine, réparties sur 5 jours;

— la bibliothèque publique locale organise les heures d'ouverture des filiales et des dépôts, en concertation avec le Comité des usagers et avec l'Inspection, selon les besoins de la population, en référence à l'article 12 du présent arrêté;

— les heures d'ouverture de la bibliothèque publique locale doivent être assurées obligatoirement le mercredi après-midi et au moins quatre heures durant le week-end.

**Art. 17.** La bibliothèque publique locale ou la bibliothèque locale-pivot, ainsi que ses filiales, doivent disposer de locaux autonomes et adaptés, aisément accessibles par la voirie publique. Les locaux ouverts pour la première fois au public après l'entrée en vigueur du présent arrêté doivent être facilement accessibles aux personnes handicapées.

Les superficies ainsi que le plan d'aménagement doivent être soumis à l'Inspection.

Le dépôt doit disposer d'espaces utiles de 30 m<sup>2</sup> au minimum.

La filiale doit comprendre une section jeunesse et une section adultes.

La bibliothèque locale-pivot doit comprendre une section jeunesse, une section adultes et une salle de lecture.

La bibliothèque locale (pivot + filiales + dépôts) doit respecter les normes d'espaces minimaux fixées à l'annexe 5, relativement au nombre d'usagers à desservir.

Les bibliothèques publiques reconnues à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté disposent de 3 ans pour procéder à l'aménagement de leurs locaux en fonction des normes fixées par l'annexe 5.

#### Sous-section 2. — La bibliothèque publique principale

**Art. 18.** La bibliothèque publique principale est celle qui assiste les bibliothèques publiques locales implantées sur le territoire d'un ou de plusieurs arrondissements administratifs totalisant au moins 70 000 habitants.

Lorsqu'un arrondissement dépasse 300 000 habitants, le Ministre peut y reconnaître une seconde bibliothèque publique principale, après avis de l'Inspection et du Comité provincial.

**Art. 19. § 1er.** La bibliothèque publique principale doit assurer la gestion d'une collection d'appoint destinée à compléter les collections des bibliothèques locales du territoire de compétence, soit par prêt interbibliothèques à durée déterminée, soit par dépôt à plus long terme pour une durée convenue avec l'entité bibliothéconomique considérée.

Une politique d'achat spécifique doit être mise en place en collaboration avec les bibliothèques publiques locales au sein du comité des usagers, de manière à rendre cette collection d'appoint complémentaire de leurs collections, en fonction des caractéristiques et priorités régionales.

Cette collection d'appoint doit être accessible aux collectivités et aux professionnels à raison de 10 heures par semaine.

§ 2. La bibliothèque publique principale doit également prendre des initiatives et répondre aux sollicitations des bibliothèques publiques locales et des bibliothèques publiques situées sur son territoire de compétence qui ont introduit une demande de reconnaissance en cette qualité :

1° la concertation entre bibliothécaires des bibliothèques publiques locales et des bibliothèques qui ont introduit une demande de reconnaissance qu'elle réunit, au moins, une fois annuellement;

2° la coordination et le soutien, notamment en collaboration avec le C.L.P.C.F., des actions de développement et de promotion de la lecture sur son territoire de compétence, en liaison, notamment, avec les associations locales et régionales d'éducation permanente et les organismes culturels reconnus;

3° la participation au prêt interbibliothèques au niveau du réseau communautaire;

4° la politique concertée des acquisitions avec les bibliothèques locales du territoire de compétence;

5° la fourniture des notices catalographiques par déchargement de disques optiques numériques à la demande des bibliothèques locales associées;

6° l'aide à l'élagage des collections en application de l'article 9, § 1er, du présent arrêté;

7° toute autre activité d'ordre bibliothéconomique répondant aux besoins des bibliothèques publiques locales.

**Art. 20. § 1er.** La collection d'appoint doit comporter au moins un livre, périodique ou document par quatre habitants du territoire de compétence, population de la commune où la bibliothèque publique principale a son siège non comprise.

§ 2. Cette collection doit répondre aux dispositions prévues à l'article 9.

§ 3. La diversification de la collection d'appoint doit être réalisée et entretenue de manière à garantir en permanence l'existence d'au moins :

- 5 % de livres, périodiques ou documents de référence;
- 35 % de livres, périodiques ou documents d'information pour adultes;
- 10 % de livres, périodiques ou documents de fiction pour la jeunesse;
- 15 % de livres, périodiques ou documents d'information pour la jeunesse

#### Sous-section 3. — La bibliothèque publique centrale

**Art. 21.** La bibliothèque publique centrale est celle qui assiste les bibliothèques publiques principales et locales implantées sur le territoire d'une province ou de la Région de Bruxelles-Capitale.

**Art. 22.** La bibliothèque publique centrale doit remplir les missions suivantes :

1° collaborer avec le C.L.P.C.F. et avec les autres bibliothèques publiques centrales en vue de contribuer au développement de la lecture et du service public de la lecture en Communauté française;

2° collaborer avec la Bibliothèque royale, les bibliothèques universitaires et scientifiques, les centres de documentation, les établissements d'enseignement et autres institutions reconnues par la Communauté française;

3° assurer la gestion d'une collection d'appoint destinée à compléter les collections des bibliothèques locales et principales du territoire de compétence, soit par prêt interbibliothèques à durée déterminée, soit par dépôt à plus long terme pour une durée convenue. Une politique d'achat spécifique doit être mise en place en collaboration avec les bibliothèques publiques locales et principales au sein du comité des usagers pour rendre cette collection complémentaire de leurs collections, en fonction des caractéristiques et priorités régionales. La collection d'appoint doit compter au moins un livre, périodique ou document par 8 habitants de son territoire de compétence, population de la commune où la bibliothèque publique centrale a son siège non comprise.

Cette mission peut être déléguée par la bibliothèque centrale à une ou plusieurs bibliothèques publiques principales de son territoire de compétence, lorsque la densité de population dépasse 5 500 habitants au km<sup>2</sup> et qu'une ou plusieurs bibliothèques principales du territoire possèdent ces collections;

4° coordonner et soutenir, notamment en collaboration avec le C.L.P.C.F., des actions de développement et de promotion de la lecture sur son territoire de compétence, en liaison notamment avec les associations d'éducation permanente et les organismes culturels reconnus;

5° aider à l'élagage des collections en application de l'article 9, § 1er, de l'arrêté;

6° assister les bibliothèques publiques locales des arrondissements de son territoire de compétence dépourvus de bibliothèque publique principale et assurer les missions suivantes :

- fournir les notices catalographiques à la demande des bibliothèques publiques locales;
- aider à l'élagage des collections;
- mettre à disposition leur collection d'appoint.

**Art. 23.** La bibliothèque publique centrale doit être accessible aux bibliothécaires et aux collectivités du réseau à raison de 16 heures par semaine réparties sur 5 jours.

#### Sous-section 4. — La bibliothèque publique itinérante

**Art. 24.** La bibliothèque publique itinérante fournit, au départ d'un véhicule approprié, des compléments temporaires de collections à des bibliothèques publiques locales, filiales ou dépôts et/ou assure le prêt direct à des lecteurs en vue de faciliter leurs possibilités d'accès à la lecture.

Cette collection doit répondre aux dispositions prévues à l'article 9.

**Art. 25.** Le prêt direct assuré au niveau local ou interlocal est organisé par un bibliobus offrant l'accès sur place à 1 300 livres, périodiques ou documents au moins, s'appuyant sur un fonds comptant au moins 7 500 livres, périodiques ou documents.

Le prêt direct assuré au niveau provincial est organisé par un ou plusieurs bibliobus offrant l'accès sur place à une collection de 1 300 à 5 000 livres, périodiques ou documents s'appuyant sur un fonds comptant au moins un livre, périodique ou document par 8 habitants de son territoire de compétence.

## Sous-section 5. — La bibliothèque publique spéciale

**Art. 26.** La bibliothèque publique spéciale dessert les personnes qui, normalement, ne peuvent fréquenter les autres bibliothèques publiques.

**Art. 27.** Les bibliothèques publiques spéciales peuvent être rangées :

1° au titre 1 : la bibliothèque publique spéciale assure le service public de la lecture pour les personnes aveugles ou amblyopes;

2° au titre 2 : la bibliothèque publique spéciale assure le service public de la lecture pour les personnes malades, handicapées, âgées immobilisées et/ou accueillies dans des institutions.

**Art. 28.** Pour être reconnue et conserver cette reconnaissance, la bibliothèque publique spéciale doit assurer un service public de la lecture approprié étendu à l'ensemble de la Communauté française.

Pour exercer sa mission, elle collabore avec une ou plusieurs bibliothèques publiques locales, principales, centrales ou itinérantes reconnues et avec les autres bibliothèques publiques spéciales de sa catégorie.

La bibliothèque publique spéciale doit disposer de locaux autonomes et d'équipements adaptés aux spécificités de la population à desservir; un plan d'aménagement et d'équipement doit être soumis à l'Inspection et à l'Administration.

Elle doit posséder une collection de base comptant, au moins :

— au titre 1 : 9 000 livres, périodiques ou documents adaptés aux handicapés visuels dont un tiers édité en langue braille ou en grands caractères typographiques et deux tiers enregistrés sur support magnétique;

— au titre 2 : 80 000 livres, périodiques et documents dont 20 % édités en grands caractères typographiques.

**Art. 29.** Le Gouvernement fixe les normes applicables notamment aux collections, aux locaux, aux services offerts et aux heures d'ouverture des diverses catégories de bibliothèques publiques spéciales.

La diversification de la collection de base doit être réalisée et entretenue de manière à garantir en permanence l'existence d'au moins :

— au titre 1 : 40 % de livres, périodiques et documents d'information;

— au titre 2 : 75 % de livres, périodiques et documents de fiction;

25 % de livres, périodiques et documents d'information.

**Art. 30.** La bibliothèque publique spéciale doit compter un nombre d'usagers ou d'institutions égal au moins :

— au titre 1 : à 2 000 usagers;

— au titre 2 : à 180 institutions hospitalières ou maisons de repos.

Le nombre de prêts annuel doit être au moins égal :

— au titre 1 : à 100 fois le nombre d'usagers requis;

— au titre 2 : à 3.000 prêts.

La bibliothèque publique spéciale de titre 1 doit éditer et mettre à jour, deux fois par an, des catalogues, en langue braille et en grands caractères, destinés à la consultation à domicile par les usagers.

La bibliothèque publique spéciale de titre 2 doit organiser la formation de son personnel bénévole.

## Section 4. — Les comités consultatifs

**Art. 31.** Conformément à l'article 4, point 8, du décret, toute bibliothèque publique doit, pour être reconnue et conserver sa reconnaissance, assurer le fonctionnement :

1° d'un comité des usagers composé de personnes fréquentant la bibliothèque publique ou, en ce qui concerne les bibliothèques publiques centrales et principales, des délégués des bibliothèques du ressort de leur territoire de compétence;

2° d'un comité de concertation composé pour moitié de personnes mandatées par la bibliothèque publique et pour moitié de représentants d'organismes de jeunesse, d'éducation permanente, de centres culturels, de représentants d'établissements d'enseignement et de formation du territoire concerné.

L'inspecteur du territoire de compétence, un représentant de la Province et le bibliothécaire le plus haut en grade assistent de droit aux réunions du comité des usagers et du comité de concertation.

**Art. 32.** Le comité des usagers et le comité de concertation ont pour mission de remettre des avis sur toute question liée au fonctionnement de la bibliothèque publique et de susciter des collaborations, autour d'un objectif de promotion du livre et de la lecture, entre cette bibliothèque et les autres institutions éducatives et culturelles de son territoire de compétence.

**Art. 33.** Les comités consultatifs fixent leur règlement d'ordre intérieur et élisent leur Président.

**Art. 34.** Le(s) pouvoir(s) organisateur(s) de la bibliothèque publique est (sont) tenu(s) de déposer, au moins une fois par an, un rapport d'activités soumis à l'avis des comités consultatifs.

## Section 5. — Octroi et retrait de la reconnaissance

**Art. 35.** § 1er. Le pouvoir organisateur qui sollicite la reconnaissance d'une bibliothèque introduit une demande de reconnaissance adressée à l'Administration.

§ 2. Chaque demande de reconnaissance est accompagnée des documents suivants :

1° les textes établissant le statut juridique de la bibliothèque;

2° l'analyse et la couverture des besoins de la population desservie par la bibliothèque, ses filiales et/ou dépôts éventuels y compris;

3° une indication de la catégorie sollicitée : locale, principale, centrale, spéciale ou itinérante;

4° un exposé des objectifs et des projets du pouvoir organisateur et la manière dont il entend satisfaire aux conditions de reconnaissance fixées pour la catégorie demandée;

5° le cadre ou l'organigramme, les titres du personnel en fonction et une projection de celui-ci à la date de la reconnaissance, en distinguant le personnel bibliothéconomique du personnel auxiliaire;

6° les plans et relevés des surfaces et des locaux de la bibliothèque;

1° un état global des collections étagées de la bibliothèque;  
 2° un descriptif des activités et des services offerts qui justifient sa demande de reconnaissance dans la catégorie demandée.

§ 3. Lorsque le dossier est complet, l'Administration envoie un avis de prise en considération de la demande et transmet le dossier pour avis à l'Inspection, au Conseil et au Comité provincial.

**Art. 36.** La bibliothèque doit avoir fonctionné au moins une année civile complète avant l'introduction de la demande de reconnaissance.

**Art. 37.** Le dossier de demande de reconnaissance doit être introduit entre le 1er janvier et le 1er mars.

**Art. 38.** Le Conseil et le Comité provincial doivent rendre leur avis avant le 31 mai de l'année d'introduction de la demande. Le Ministre prend une décision avant le 1er novembre de cette année, sur proposition de l'Administration.

**Art. 39. § 1er.** Lorsqu'une bibliothèque publique locale, principale, centrale, spéciale ou itinérante ne remplit plus les conditions de reconnaissance, le Ministre peut, à titre conservatoire, prononcer la suspension de la reconnaissance pour une durée maximale d'un an, sur base d'un avis de l'Inspection et du Conseil, lequel doit donner son avis dans les deux mois de sa saisine par le Ministre.

Passé ce délai, le Conseil est censé rendre un avis similaire à celui de l'Administration. En cas d'extrême urgence, le Ministre peut prononcer la suspension dans l'attente de l'avis du Conseil.

§ 2. Le Ministre peut, après avis du Conseil, prononcer le retrait de reconnaissance de la bibliothèque publique qui ne remplit pas les conditions de sa reconnaissance pendant au moins une année.

§ 3. Le Conseil dispose, pour remettre ses avis, d'un délai de deux mois à dater de la réception de l'avis circonstancié de l'Inspection et doit, au préalable, entendre le (les) représentant(s) du pouvoir organisateur concerné. Passé ce délai, l'avis du Conseil est réputé conforme à celui de l'Inspection.

§ 4. La nouvelle reconnaissance accordée à une bibliothèque publique qui a fait l'objet d'un retrait de reconnaissance ne pourra avoir d'effet qu'après un an à compter de la date du retrait de la première reconnaissance.

#### CHAPITRE III. — *Le personnel*

**Art. 40. § 1er.** Le personnel dirigeant est appelé à préparer des décisions de conception, d'organisation et d'administration de la bibliothèque publique en vue d'assurer au mieux la mission de service public de la lecture.

Le personnel technique assume les tâches bibliothéconomiques.

Le personnel auxiliaire assiste le personnel technique.

§ 2. Le personnel bibliothéconomique pris en considération pour l'octroi des subventions forfaitaires doit remplir les conditions suivantes :

1° produire un certificat de bonne vie et moeurs;

2° jouir des droits civils et politiques ;

3° être âgé de 18 ans au moins;

4° être porteur d'un brevet d'aptitude à tenir une bibliothèque publique au minimum ou d'un titre prévu par l'annexe 1 du présent arrêté en fonction du grade considéré.

Le brevet d'aptitude à tenir une bibliothèque publique comprendra au minimum 300 heures pour les titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type long ou universitaire. Pour les titulaires d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type court, il comprendra au moins 720 heures.

Le Ministre peut, sur demande motivée du pouvoir organisateur, déroger à cette condition pour une durée maximum de deux ans;

5° être apte physiquement à l'exercice de la fonction.

§ 3. Le personnel bibliothéconomique visé au § 2 doit consacrer à des formations internes ou externes au moins 60 heures par période de 3 ans à compléter sa formation dans le cadre de ses fonctions.

§ 4. A titre transitoire, les possesseurs d'un certificat élémentaire d'aptitude à fonctionner dans une bibliothèque publique obtenu avant le 31 décembre 1996 et engagés à temps plein ou à mi-temps avant le 31 décembre 1997 dans une bibliothèque publique reconnue à cette date, peuvent être pris en considération pour l'octroi des subventions forfaitaires.

#### CHAPITRE IV. — *Les subventions*

##### *Section 1re. — Généralités*

**Art. 41.** Pour déterminer le nombre d'habitants intervenant dans les formules des articles 47, 50, 51 et 53 et de l'annexe 2, il est fait usage des chiffres de la population les plus récents publiés par l'Institut National de Statistique.

**Art. 42.** Le Ministre accorde aux bibliothèques publiques locales, principales, centrales, spéciales et itinérantes reconnues, un nombre de subventions forfaitaires au titre d'intervention dans la rémunération du personnel bibliothéconomique ainsi qu'un nombre égal de subventions forfaitaires de fonctionnement. Dans le cadre des disponibilités budgétaires, le Gouvernement fixe le montant de base des subventions forfaitaires à 655 000 francs l'an par emploi occupé à temps plein et à 50 000 francs l'intervention au titre du fonctionnement. Le Ministre peut indexer annuellement ces subventions dans le cadre des disponibilités budgétaires. Des subventions forfaitaires ne peuvent être allouées pour des emplois inférieurs à un mi-temps. Par dérogation, la subvention de fonctionnement de la bibliothèque spéciale du titre 1 est fixée globalement à 750 000 francs.

**Art. 43.** Le cadre ou l'organigramme du personnel d'une bibliothèque publique centrale ou principale doit comprendre au moins 15 % de personnel dirigeant, dont un emploi à temps plein, et 70 % de personnel technique en référence à l'annexe 1.

Le cadre ou l'organigramme du personnel d'une bibliothèque locale desservant au moins 20 000 habitants est soumis aux mêmes obligations en référence à l'annexe 1.

**Art. 44.** La liquidation des subventions s'effectue par tranches trimestrielles. Les pouvoirs organisateurs justifient de l'utilisation des subventions par le rapport d'activités annuel et les comptes d'exploitation envoyés à l'Administration.

Si un pouvoir organisateur ne justifie pas entièrement de l'utilisation de ces subventions, les subventions auxquelles il peut prétendre l'année civile suivante seront amputées du montant non justifié.

Lorsque le pouvoir organisateur ne contribue qu'en partie à la charge salariale du personnel, tel que défini à l'article 40, § 1er, les subventions forfaitaires au titre d'intervention dans la rémunération du personnel technique ou dirigeant ne peuvent excéder les dépenses réellement consenties par le pouvoir organisateur, quel que soit le nombre de membres de ce personnel.

#### Section 2. — Bibliothèques publiques locales

**Art. 45.** Les bibliothèques publiques locales sont classées en trois catégories, A, B et C, pour lesquelles un nombre différent de subventions est octroyé suivant les normes contenues dans l'annexe 2 du présent arrêté. Ce classement est fonction des indicateurs suivants :

- 1° structuration du réseau;
- 2° accessibilité aux espaces, services et collections;
- 3° politique des acquisitions;
- 4° analyse de la demande;
- 5° politique de développement de la lecture;
- 6° moyens de facilitation de la recherche documentaire;
- 7° politique des ressources humaines.

**Art. 46.** Les bibliothèques publiques reconnues pour la première fois sont classées en catégorie C.

Le classement des bibliothèques publiques locales peut être revu par le Ministre tous les trois ans sur demande du pouvoir organisateur et après avis du Conseil, qui statue dans les deux mois de la réception de la demande.

**Art. 47.** Le nombre de subventions forfaitaires est calculé suivant le tableau repris ci-dessous.

Nombre d'habitants du territoire de compétence	Nombre de subventions forfaitaires		
	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C
moins de 7 500	1	0,75	0,5
de 7 500 à 9 999	1,5	1	0,75
de 10 000 à 14 999	2	1,5	1
de 15 000 à 24 999	4	3	2
de 25 000 à 34 999	6	4,5	3
de 35 000 à 49 999	8	6	4
de 50 000 à 74 999	10	7,5	5
de 75 000 à 124 999	16	12	8
125 000 et plus	28	22,5	15

#### Section 3. — Bibliothèques publiques principales

**Art. 48.** Les bibliothèques publiques principales sont classées en trois catégories, A, B et C, pour lesquelles un nombre différent de subventions est octroyé suivant les normes contenues dans l'annexe 3 du présent arrêté.

Ce classement est fonction des indicateurs suivants :

- 1° l'importance de la politique de développement de la lecture;
- 2° l'importance de la collection d'appoint;
- 3° l'importance de la politique de concertation;
- 4° l'importance du soutien bibliothéconomique apporté aux bibliothèques locales.

**Art. 49.** Les bibliothèques publiques reconnues pour la première fois sont classées en catégorie C. Le classement des différentes bibliothèques publiques principales en catégorie est revu par le Ministre tous les trois ans sur demande du pouvoir organisateur et après avis du Conseil dans les deux mois de la réception de la demande.

**Art. 50.** Le nombre de subventions forfaitaires est calculé suivant le tableau repris ci-dessous.

Nombre d'habitants du territoire de compétence	Nombre de subventions forfaitaires		
	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C
de 70 000 à 149 999	4	3	2
150 000 et plus	6	5	4

#### Section 4. — Bibliothèques publiques centrales

**Art. 51.** Le nombre de subventions forfaitaires est calculé de la manière suivante :

Nombre d'habitants du territoire de compétence	Nombre de subventions forfaitaires
moins de 750 000	4
plus de 750 000	8
plus de 1 000 000	10

Dans le cadre des disponibilités budgétaires, le Ministre peut octroyer une subvention forfaitaire supplémentaire aux bibliothèques publiques centrales pour les missions de bibliothèques publiques principales qu'elles seraient amenées à exercer dans le cadre de l'article 22, 6°.

#### Section 5. — Bibliothèques publiques spéciales

**Art. 52.** Le nombre des subventions forfaitaires est calculé de la manière suivante :

Titre	Nombre de subventions forfaitaires
1	2 pour le personnel dirigeant et technique 2 pour le personnel technique affecté à la salle de lecture régulièrement organisée
2	6

## Section 6. — Bibliothèques publiques itinérantes

Art. 53. Le nombre de subventions forfaitaires est calculé, de manière cumulative, en tenant compte à la fois de la superficie du territoire de compétence et du chiffre de la population de ce dernier.

Territoire de compétence	Nombre de subventions forfaitaires
de 1 200 km <sup>2</sup> à 3 700 km <sup>2</sup>	2
de 3 700 km <sup>2</sup> à 4 400 km <sup>2</sup>	4
plus de 4 400 km <sup>2</sup>	6

  

Nombre d'habitants	Nombre de subventions forfaitaires
de 200 000 à 500 000 habitants	2
de 500 000 à 1 000 000 d'habitants	4
plus de 1 000 000 d'habitants	6

Dans la limite des crédits disponibles, le Gouvernement peut octroyer un nombre de subventions forfaitaires supplémentaires aux bibliothèques publiques itinérantes dont la durée hebdomadaire d'accès direct aux usagers est supérieure à 50 heures et dont la qualité du service public justifie une telle dérogation.

## CHAPITRE V. — Prix moyen du livre, périodique et document

Art. 54. Pour l'application des articles 9, § 2, et 10, § 1er, du décret, le prix moyen du livre, périodique et document est fixé de la manière suivante :

- adultes : livre de fiction : 700 F;  
livre documentaire : 800 F;
- jeunes : livre de fiction : 550 F;  
livre documentaire : 650 F;
- livre, périodique ou document de référence : 2 000 F;
- quotidien : 6 500 F;
- autre périodique : 3 000 F;
- CD-ROM bibliographique : 40 000 F;
- support multimédia numérique : 10 000 F.

Tous les deux ans, ces montants sont revus par arrêté ministériel en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

## CHAPITRE VI. — Dépenses admissibles

Art. 55. § 1er. Les dépenses admissibles visées à l'article 9, § 1er, du décret sont les suivantes :

- 1° dépenses relatives à l'équipement des ouvrages;
- 2° frais d'animation ou la part de ceux-ci non prise en charge par la Communauté française;
- 3° frais résultant des actions de promotion ayant pour fonction de faire connaître le programme et les activités de la bibliothèque publique;
- 4° frais relatifs à l'établissement et aux mises à jour du catalogue collectif;
- 5° dépenses de logiciel et de maintenance de l'outil informatique et de connexion aux réseaux;
- 6° frais d'électricité et de chauffage des locaux;
- 7° frais de secrétariat à l'exclusion du personnel, c'est-à-dire les frais ordinaires d'administration et de comptabilité et les achats de fournitures et de petit matériel de bureau;
- 8° frais relatifs à la formation continue du personnel.

§ 2. Ces dépenses sont plafonnées à raison de 100 000 francs par subvention forfaitaire allouée par la Communauté française.

## CHAPITRE VII. — Recettes propres

Art. 56. § 1er. En application de l'article 5 du décret, les bibliothèques publiques doivent respecter les présentes normes en matière de droit d'inscription, de taxe de prêt et d'amende.

§ 2. Le droit d'inscription annuel est fixé à 300 francs maximum par usager; l'indemnité de prêt facultative, est fixée, pour chaque prêt de livre, périodique ou document, à 30 francs maximum par quinzaine.

L'amende de retard est fixée à 20 francs maximum par livre, périodique ou document et par quinzaine. Cette amende ne pourra dépasser la valeur du livre, périodique ou document.

§ 3. Dans le respect des maxima fixés au § 2, une bibliothèque publique peut, dans la fixation des droits et indemnités réclamés à l'usager, tenir compte du fait qu'il n'habite pas dans son territoire de compétence.

§ 4. L'inscription des jeunes en âge d'obligation scolaire est gratuite. Quant à la taxe de prêt, elle doit être modulée en fonction des politiques de promotion de la lecture mises en place en fonction des populations à desservir.

## CHAPITRE VIII. — Normes bibliothéconomiques

## Section 1re. — Du mobilier de la bibliothèque publique

Art. 57. Les projets d'aménagement et d'équipement de la bibliothèque publique doivent être étudiés en concertation avec l'Inspection et recevoir son approbation.

## Section 2. — Des collections de la bibliothèque publique

Art. 58. Pour tout livre, périodique, document et autre équipement approprié, la bibliothèque publique doit tenir à jour un registre des entrées, un registre des retraits ou tout autre système contrôlable.

Elle doit, en outre, établir la statistique annuelle par type de support et par genre. Elle doit, enfin, établir, pour les livres, une statistique par matières en suivant la C.D.U.



*Section 3. — Des inventaires des collections de la bibliothèque publique*

**Art. 59.** La bibliothèque publique doit faire régulièrement l'inventaire complet de ses collections tous les cinq ans; l'Administration se réserve le droit de l'exiger à tout moment.

*Section 4. — Du libre accès et des rangements de la bibliothèque publique*

**Art. 60. § 1er.** Dans les locaux accessibles au public, aucun obstacle ne peut subsister entre les collections, les catalogues et les lecteurs.

§ 2. Dans les rayons, les collections sont rangées de la manière suivante :

1° pour les livres : rangement systématique, selon les matières de la C.D.U., avec un sous-rangement par ordre alphabétique des noms des auteurs, les biographies étant sous-rangées par ordre alphabétique des noms des personnages étudiés;

2° pour les périodiques :

— de l'année en cours : rangement systématique par matières de la C.D.U. ou par ordre alphabétique des titres;  
— des années antérieures : les périodiques, lorsqu'ils sont reliés, sont intégrés dans les collections de livres ou rangés dans la réserve, selon la CDU;

3° pour tout autre document : rangement systématique, selon les matières de la C.D.U.

*Section 5. — Des catalogues des collections de la bibliothèque publique*

**Art. 61.** Les catalogues doivent être établis selon les règles de la D.B.I.N. et la norme AFNOR Z 44-073. Ils sont répartis en fonction de l'organisation du réseau et des besoins des usagers et du personnel bibliothéconomique.

**Art. 62.** En cas d'informatisation des catalogues, l'échange des notices entre les bibliothèques publiques se fait à partir du format UNIMARC ou d'un format dont on peut extraire le format UNIMARC. Les bibliothèques déjà informatisées doivent adapter leurs programmes à cette norme.

**Art. 63.** Pour les livres, la bibliothèque publique doit tenir à jour :

— un catalogue alphabétique par noms d'auteurs et titres d'anonymes établi selon les règles du C.L.P.C.F., mises en concordance selon le répertoire RAMEAU, à tout le moins dès l'entrée en vigueur du présent arrêté;  
— un catalogue alphabétique par sujets établi selon le répertoire RAMEAU, à tout le moins dès l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 64.** Pour les périodiques, la bibliothèque publique doit tenir à jour un catalogue alphabétique par titres.

En cas de dépouillement des périodiques, la bibliothèque publique établira un catalogue alphabétique par sujets selon le répertoire RAMEAU.

**Art. 65.** Pour les jeux, la bibliothèque publique doit tenir à jour un catalogue par classes d'âge.

**Art. 66.** Pour les supports audiovisuels, analogiques ou numériques, la bibliothèque publique doit tenir à jour :

— un catalogue alphabétique par noms de compositeurs, de réalisateurs ou d'interprètes, etc., selon le cas;  
— un catalogue alphabétique par sujets établi selon le répertoire RAMEAU.

*CHAPITRE IX. — Le Conseil supérieur des bibliothèques publiques*

**Art. 67. § 1er.** Le Conseil se compose de 28 membres effectifs et du même nombre de suppléants. Chaque catégorie de membres est répartie comme suit :

— 6 membres représentant le pouvoir organisateur des bibliothèques publiques centrales; ces membres doivent appartenir au personnel bibliothéconomique de la bibliothèque publique centrale, ou, à défaut, au service des affaires culturelles ou au personnel politique dont elles dépendent;

— 5 membres devant appartenir, soit au personnel bibliothéconomique, soit aux pouvoirs organisateurs des bibliothèques publiques principales, à l'exclusion de celles relevant d'un même pouvoir organisateur qu'une bibliothèque publique centrale;

— 8 membres devant appartenir, soit au personnel bibliothéconomique, soit aux pouvoirs organisateurs des bibliothèques publiques locales à l'exception de celles relevant d'un même pouvoir organisateur qu'une bibliothèque publique centrale ou principale, et 2 membres devant appartenir, soit au personnel bibliothéconomique, soit aux pouvoirs organisateurs des bibliothèques spéciales et itinérantes ;

— 3 membres choisis parmi les responsables d'organisations d'éducation permanente, d'organisations de jeunesse ou de centres culturels, sur proposition respectivement du Conseil Supérieur de l'Éducation populaire, du Conseil de la Jeunesse d'expression française ou de la Commission consultative des centres culturels, en fonction de leur sensibilité en matière de lecture publique, d'alphabétisation ou de lutte contre l'illettrisme;

— 4 experts, dont 3 spécialisés en matière de sciences de l'information choisis parmi le personnel scientifique des universités francophones.

§ 2. Les membres et leurs suppléants sont désignés par le Ministre à partir d'une liste double, pour une durée de 4 ans renouvelable. En cas d'absence d'un membre effectif, et dans ce cas uniquement, son suppléant assiste au Conseil. Toute personne désignée en remplacement d'un membre démissionnaire ou décédé en achève le mandat.

§ 3. Tout membre qui perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire. Il est remplacé par une personne désignée selon les mêmes conditions pour achever son mandat.

§ 4. Le président et le(s) vice-président(s) sont choisis par le Ministre parmi les membres. Le président, le(s) vice-président(s) et deux membres choisis par le Conseil en constituent le bureau.

§ 5. Le directeur de l'Administration, l'inspecteur général de l'Inspection et le fonctionnaire responsable du C.L.P.C.F. ou leurs délégués assistent de droit aux séances du Conseil. Ils y ont voix consultative.

Le Conseil peut inviter à ses travaux les membres de l'Inspection ainsi que tout expert qu'il juge utile de consulter occasionnellement. Ces experts ont voix consultative.

§ 6. Le secrétaire du Conseil est un agent de l'Administration désigné par le Ministre. Il a voix consultative.

**Art. 68. § 1er.** Le Conseil établit son règlement d'ordre intérieur, lequel doit prévoir :

- 1° au moins une réunion trimestrielle, sur convocation du président;
- 2° la convocation obligatoire à la demande d'un cinquième des membres;
- 3° la présence ou la représentation d'au moins la moitié des membres pour que le Conseil puisse siéger valablement; si le quorum des présents n'est pas atteint, une nouvelle réunion est convoquée dans les 10 jours ouvrables avec le même ordre du jour. Dans ce cas, le Conseil siège valablement, quel que soit le nombre de membres présents;
- 4° la prise de décision à la majorité des membres présents, avec prépondérance de la voix du président en cas de parité des voix;
- 5° la constitution des commissions dont le Conseil définit la mission et le fonctionnement.

§ 2. Les procès-verbaux et résolutions du Conseil sont transmis au Ministre.

**Art. 69.** Des jetons de présence sont alloués aux membres et collaborateurs du Conseil. Leur montant est fixé à 500 francs par séance. Les indemnités pour frais de séjour et frais de parcours leur sont allouées, conformément à la réglementation en vigueur pour les membres du personnel des ministères :

- Arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;
- Arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères.

#### CHAPITRE X. — *Les Comités provinciaux de coordination de la Lecture publique*

**Art. 70. § 1er.** Les Comités provinciaux sont composés de 7 à 13 membres effectifs et du même nombre de suppléants. Ils sont désignés par le Ministre en fonction de leur compétence et choisis, comme les membres du Conseil, parmi les représentants des bibliothèques publiques centrales, principales, locales, spéciales et itinérantes ayant leur siège dans la province ainsi que sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, et parmi les représentants d'organisations d'éducation permanente, d'organisations de jeunesse, de centres culturels et d'associations agréées de bibliothécaires.

Toutefois, aucune bibliothèque publique ne pourra avoir plus d'un représentant. Dans chaque Comité provincial, un membre au moins a pour mission d'assurer la liaison entre le Comité provincial et le Conseil.

§ 2. Le président, le vice-président et le secrétaire sont désignés par le Ministre.

Le secrétariat du Comité provincial est assuré par un membre de l'Inspection territorialement compétent. Il a voix consultative.

Les membres de l'Inspection territorialement compétents assistent de droit aux réunions de ce comité. Ils ont voix consultative.

§ 3. Les mandats des membres des Comités provinciaux prennent cours en même temps que ceux des membres du Conseil et ont la même durée.

**Art. 71. § 1er.** Le Comité provincial se réunit sur convocation de son président ou si un tiers au moins des membres effectifs le demande.

Il ne peut siéger valablement que si la moitié au moins des membres sont présents ou représentés. Chaque membre présent ne peut détenir qu'une seule procuration.

En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Si le quorum des présents n'est pas atteint, une nouvelle réunion est convoquée dans les 10 jours ouvrables avec le même ordre du jour. Dans ce cas, le Comité provincial siège valablement, quel que soit le nombre de membres présents.

Un membre absent plus de deux fois sans excuse motivée est considéré comme démissionnaire d'office.

§ 2. Les Comités provinciaux adressent au Conseil un rapport annuel d'activités reprenant les affaires traitées et les problèmes en instance, ainsi que les propositions qu'ils souhaitent formuler au Ministre. Ce rapport doit être remis au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

§ 3. Le Comité provincial peut s'adjoindre des experts à titre permanent. Leur nombre est limité à trois. Il arrête les modalités de participation de ces experts à ses travaux et peut également, dans des circonstances particulières, faire appel à des consultants occasionnels.

§ 4. Le Comité provincial établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Ministre.

**Art. 72.** Des jetons de présence sont alloués aux membres et collaborateurs des Comités provinciaux. Leur montant est fixé à 500 francs par séance. Les indemnités pour frais de séjour et frais de parcours leur sont allouées conformément à la réglementation en vigueur pour les membres du personnel des ministères :

- Arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;
- Arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères.

#### CHAPITRE XI. — *Dispositions finales*

**Art. 73.** Sont abrogés :

- 1° l'arrêté royal du 19 octobre 1921 organisant le service des bibliothèques publiques;
- 2° l'arrêté du Régent du 28 juin 1946 relatif à la réorganisation de l'inspection des bibliothèques publiques et des œuvres d'éducation populaire;
- 3° l'arrêté du Régent du 1er octobre 1947 relatif aux bibliothèques publiques;
- 4° l'arrêté royal du 10 février 1951 relatif aux subventions annuelles en livres ou en numéraire destiné à l'achat de livres, aux bibliothèques publiques;
- 5° l'arrêté royal du 6 janvier 1975 fixant le taux de l'allocation octroyée aux membres des jurys des différents prix organisés par le service de la lecture publique;
- 6° l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 novembre 1987 relatif à l'organisation du service public de la Lecture en application du décret du 28 février 1978;

7° l'arrêté ministériel du 25 janvier 1952 fixant les ressorts d'inspection des bibliothèques publiques et des œuvres d'éducation populaire ;

8° l'arrêté ministériel du 11 octobre 1952 relatif à l'octroi des subventions extraordinaires en espèces aux bibliothèques publiques ;

9° l'arrêté ministériel du 29 novembre 1962 relatif aux subventions annuelles en livres ou en numéraire destiné à l'achat de livres, aux bibliothèques du secteur d'expression française ;

10° l'arrêté ministériel du 7 novembre 1966 relatif aux allocations aux jurys et professeurs.

**Art. 74.** Les bibliothèques publiques reconnues en application du décret, à l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont dispensées de l'obligation d'introduire une nouvelle demande de reconnaissance.

Elles conservent, au bénéfice du réseau, le nombre de subventions forfaitaires allouées à cette date et ce jusqu'au 31 décembre 1998.

Elles devront néanmoins, au plus tard à la fin de ce délai de trois ans, remplir l'ensemble des conditions de reconnaissance du présent arrêté pour pouvoir être classées, par le Ministre, sur proposition de l'Administration, dans une des catégories visées à l'article 2, § 1er, du décret.

**Art. 75.** Le premier mandat du Conseil et des Comités provinciaux prendra cours au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 76.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date du 15 mars 1995.

**Art. 77.** Le Ministre ayant la Culture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 mars 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

Annexe I

Titres requis

Titres généraux	Titres bibliothéconomiques	Ancienneté spécifique utile
<b>I. PERSONNEL TECHNIQUE</b>		
C.E.S.S.	Brevet d'aptitude à tenir une bibliothèque publique	ou Certificat d'aptitude à fonctionner dans une bibliothèque publique acquis avant le 31 décembre 1996 et 6 années d'ancienneté à temps plein ou, par mesure transitoire, C.A.F.B.P. obtenu avant le 31 décembre 1996 et personnel engagé dans une bibliothèque publique reconnue en vertu du décret du 28 février 1978 ou de la loi du 17 octobre 1921
Graduat de bibliothécaire-documentaliste	ou	9 ans d'ancienneté à temps plein de bibliothécaire-adjoint dans une bibliothèque publique reconnue dans le cadre du décret du 28 février 1978 ou de la loi de 1921
<b>II. PERSONNEL DIRIGEANT</b>		
Licence en Science du livre et des bibliothèques (2e cycle)		
Licence spéciale en Science de l'information et de la documentation (3e cycle)		
Licence universitaire	1. Brevet d'aptitude à tenir une bibliothèque publique  2. Certificat d'aptitude à fonctionner dans une bibliothèque publique obtenu avant le 31 décembre 1996 et personnel engagé au moins à mi-temps avant le 31 décembre 1997 dans une bibliothèque publique reconnue à cette date (mesure transitoire - article 41, § 3)	ou, en ce qui concerne les bibliothèques publiques centrales et principales, 9 ans d'ancienneté au grade de bibliothécaire-gradué dans une bibliothèque publique reconnue ou, en ce qui concerne les bibliothèques publiques locales, 3 ans d'ancienneté au grade de bibliothécaire-gradué dans une bibliothèque publique reconnue

## Annexe 2

**Classification des bibliothèques publiques locales :**  
évaluation en termes de résultats (en application de l'article 45 de l'arrêté)

## 1. Structuration du réseau

	C	B	A
Coopération des différentes entités bibliothéconomiques du réseau local	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Règlement intérieur unique</li> <li>— Carte des usagers annuelle et numérotée</li> <li>— Catalogue collectif</li> <li>— Politique concertée des acquisitions</li> <li>— Réunion du comité de coordination au moins 1 fois par an</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Règlement intérieur unique</li> <li>— Carte unique des usagers, annuelle et numérotée</li> <li>— Catalogue collectif</li> <li>— Politique concertée des acquisitions</li> <li>— Catalographie partagée ou centralisée</li> <li>— Réunion du comité de coordination au moins 2 fois par an</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Règlement intérieur unique</li> <li>— Carte unique des usagers, annuelle et numérotée</li> <li>— Catalogue collectif</li> <li>— Politique concertée des acquisitions</li> <li>— Catalographie partagée ou centralisée</li> <li>— Réunion du comité de coordination au moins 4 fois par an</li> </ul>
Coopération au sein du réseau communautaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Participation aux prêts interbibliothèques</li> <li>— Participation aux réunions de la bibliothèque principale et/ou de la bibliothèque centrale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Participation aux prêts interbibliothèques</li> <li>— Participation aux réunions de la bibliothèque principale et/ou de la bibliothèque centrale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Participation aux prêts interbibliothèques</li> <li>— Participation aux réunions de la bibliothèque principale et/ou de la bibliothèque centrale</li> </ul>

## 2. Accessibilité aux espaces, services et collections

	C	B	A
Accès aux espaces	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Surface correspondant aux minima fixés par le présent arrêté (pivot + filiale + dépôt)</li> <li>— Posséder des locaux autonomes adaptés, aisément accessibles par la voirie publique</li> <li>— Les nouveaux locaux doivent être facilement accessibles aux personnes handicapées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Surface totale des locaux égale à 1,25 des minima requis (pivot + filiale + dépôt)</li> <li>— Posséder des locaux autonomes adaptés, aisément accessibles par la voirie publique</li> <li>— Les nouveaux locaux doivent être facilement accessibles aux personnes handicapées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Surface totale des locaux égale à 1,50 des minima requis (pivot + filiale + dépôt).</li> <li>— Posséder des locaux autonomes adaptés, aisément accessibles par la voirie publique</li> <li>— L'ensemble des locaux doit faire l'objet de réaménagements pour être facilement accessible aux personnes handicapées</li> <li>— Parking aisé</li> </ul>
Accès aux services et collections	<ul style="list-style-type: none"> <li>— 20 h/semaine minimum réparties sur 5 jours, obligatoirement le mercredi après-midi et au moins quatre heures durant le week-end</li> <li>— Mobilier et matériel adaptés aux normes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— 24 h/semaine minimum réparties sur 5 jours, obligatoirement le mercredi après-midi et au moins quatre heures durant le week-end</li> <li>— Mobilier et matériel adaptés aux normes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— 28 h/semaine minimum réparties sur 5 jours, obligatoirement le mercredi après-midi et au moins quatre heures durant le week-end</li> <li>— Mobilier et matériel adaptés aux normes</li> </ul>

## 3. Politique des acquisitions

	C	B	A
Elagage	— Plan d'élagage et premier élagage réalisé correspondant annuellement à 3 % des collections	— Elagage annuel égal à 4 % des collections	— Elagage annuel égal à 5 % des collections
Diversification	— 3 % de livres et documents de référence — 25 % de livres et documents d'information pour adultes — 15 % de livres et documents de fiction pour la jeunesse — 10 % de livres et documents d'information pour la jeunesse — La collection globale doit comprendre en permanence un pourcentage minimum de livres, périodiques et documents d'auteurs et d'éditeurs belges de langue française (article 9, § 3) — Les collections doivent être adaptées aux besoins d'éducation permanente de l'ensemble de la population (article 12, § 1er, 1°)	— 4 % de livres et documents de référence — 30 % de livres et documents d'information pour adultes — 15 % de livres et documents de fiction pour la jeunesse — 15 % de livres et documents d'information pour la jeunesse — La collection globale doit comprendre en permanence un pourcentage minimum de livres, périodiques et documents d'auteurs et d'éditeurs belges de langue française (article 9, § 3) — Les collections doivent être adaptées aux besoins d'éducation permanente de l'ensemble de la population (article 12, § 1er, 1°)	— 5 % de livres et documents de référence — 35 % de livres et documents d'information pour adultes — 15 % de livres et documents de fiction pour la jeunesse — 20 % de livres et documents d'information pour la jeunesse — La collection globale doit comprendre en permanence un pourcentage minimum de livres, périodiques et documents d'auteurs et d'éditeurs belges de langue française (article 9, § 3) — Les collections doivent être adaptées aux besoins d'éducation permanente de l'ensemble de la population (article 12, § 1er, 1°)
Actualité	— 30 % de la collection de base exigée constitués de livres et documents en libre accès édités depuis moins de 10 ans	— 40 % de la collection de base exigée constitués de livres et documents en libre accès édités depuis moins de 10 ans	— 50 % de la collection de base exigée constitués de livres et documents en libre accès édités depuis moins de 10 ans
Accroissements	— Annuellement 5 % de la collection de base exigée	— Annuellement 6 % de la collection de base exigée	— Annuellement 7 % de la collection de base exigée
Nombre de livres	— 1 ou 1,5 (voir article 13) livre ou document par habitant après élagage, avec au minimum 2/3 des livres et documents possédés par la bibliothèque-pivot, avec un minimum de 10.000 livres/ documents	— Au moins 1,5 livre ou document par habitant après élagage, avec au minimum 2/3 des livres et documents possédés par la bibliothèque-pivot, avec un minimum de 10.000 livres et documents	— Au moins 2 livres ou documents par habitant après élagage, avec au minimum 2/3 des livres et documents possédés par la bibliothèque-pivot, avec un minimum de 10.000 livres et documents
Nombre de périodiques	— 3 quotidiens et 20 autres périodiques différents, choisis en fonction de leur utilité et de leur actualité	— 4 quotidiens et 25 autres périodiques différents, choisis en fonction de leur utilité et de leur actualité	— 5 quotidiens et 30 autres périodiques différents, choisis en fonction de leur utilité et de leur actualité
Autres supports	— aucune section consacrée à un autre support que le papier (jeux, logiciels ...)	— une section consacrée à un autre support que le papier (jeux, logiciels ...)	— deux sections consacrées à un autre support que le papier (jeux, logiciels ...)

## 4. Analyse de la demande

	C	B	A
Taux de fréquentation	Nombre d'usagers minimum égal à 10 % du nombre d'habitants du territoire de compétence	Nombre d'usagers minimum égal à 15 % du nombre d'habitants du territoire de compétence	Nombre d'usagers minimum égal à 20 % du nombre d'habitants du territoire de compétence
Nombre de prêts annuels	Au moins 10 fois le nombre d'usagers requis	Au moins 12 fois le nombre d'usagers requis	Au moins 15 fois le nombre d'usagers requis

## 5. Politique de développement de la lecture

	C	B	A
Plan de développement de la lecture	— Premier plan annuel écrit de développement élaboré en concertation avec l'ensemble des entités bibliothéconomiques du réseau et le Comité de concertation	— Plan triennal écrit de développement élaboré en concertation avec l'ensemble des entités bibliothéconomiques du réseau et le Comité de concertation	— Plan quinquennal écrit de développement élaboré en concertation avec l'ensemble des entités bibliothéconomiques du réseau et le Comité de concertation
		— Politique de relations publiques et de promotion de la bibliothèque publique et de ses services	— Politique de relations publiques et de promotion de la bibliothèque publique et de ses services
Programme d'actions spécifiques en faveur de publics qui n'ont pas aisément accès au Service public de la lecture	— Le plan intègre un programme d'actions au moins en faveur de ces publics (exemples : petite enfance, troisième âge, quart monde, établissements pénitentiaires...)	— Le plan intègre deux programmes d'actions au moins en faveur de ces publics (exemples : petite enfance, troisième âge, quart monde, établissements pénitentiaires...)	— Le plan intègre trois programmes d'actions au moins en faveur de ces publics (exemples : petite enfance, troisième âge, quart monde, établissements pénitentiaires...)
Actions spécifiques dans les établissements d'enseignement et de formation non formelle	— Le plan intègre au moins une action de dépôt d'ouvrages en faveur des différents groupes d'âges scolarisés	— Le plan intègre, outre les dépôts d'ouvrages, des actions d'animation dans ou hors de la bibliothèque	— Le plan intègre, outre les dépôts et animations, des actions de participation des différents groupes d'âges scolarisés

## 6. Moyens de facilitation de la recherche documentaire

	C	B	A
Catalogues	— Respect de toutes les normes bibliothéconomiques énumérées par les articles 61 à 66 de l'arrêté	— Respect de toutes les normes bibliothéconomiques énumérées par les articles 61 à 66 de l'arrêté	— Respect de toutes les normes bibliothéconomiques énumérées par les articles 61 à 66 de l'arrêté
Informatisation	— Plan d'informatisation de la gestion du prêt	— Informatisation en cours — Initiation individuelle et collective à la recherche documentaire informatisée — Mise à la disposition des usagers des techniques optiques de recherche documentaire en salle de lecture (CD-Rom, CDI)	— Toutes les fonctions doivent être informatisées — Catalogue collectif du réseau local informatisé accessible au public — Initiation individuelle et collective à la recherche documentaire informatisée  — Mise à la disposition des usagers des techniques optiques de recherche documentaire en salle de lecture (CD-Rom, CDI)

## 7. Politique de ressources humaines

	C	B	A
Importance du cadre	Cadre global au moins égal au nombre de subventions forfaitaires	Cadre global égal au cadre de référence	Cadre global au moins égal au nombre de subventions forfaitaires
Formation continuée	— 60 h. par période de 3 ans pour chaque membre du personnel bibliothéconomique	— 75 h. par période de 3 ans pour chaque membre du personnel bibliothéconomique	— 90 h. par période de 3 ans pour chaque membre du personnel bibliothéconomique

## Annexe 3

**Classification des bibliothèques publiques principales :  
évaluation en termes de résultats (en application de l'article 48 de l'arrêté)**

	C	B	A
Développement et promotion de la lecture	— Soutien d'au moins une action de promotion en dehors de la commune	— Soutien d'au moins 3 actions de promotion en dehors de la commune	— Soutien d'au moins 5 actions de promotion en dehors de la commune
Concertation avec les B.P. du territoire de compétence	— au moins une fois par an	— au moins 3 fois par an	— au moins 5 fois par an
Collection d'appoint	— 1 livre, périodique, document pour 4 habitants du territoire de compétence — diversification de la collection d'appoint d'au moins : - 5 % - référence - 35 % - information adultes - 10 % - fiction jeunesse - 15 % - information jeunesse	— 1,25 livre, périodique, document pour 4 habitants du territoire de compétence — diversification de la collection d'appoint d'au moins : - 6 % - référence - 40 % - information adultes - 15 % - fiction jeunesse - 20 % - information jeunesse	— 1,50 livre, périodique, document pour 4 habitants du territoire de compétence — diversification de la collection d'appoint d'au moins : - 7 % - référence - 45 % - information adultes - 20 % - fiction jeunesse - 25 % - information jeunesse
	— accroissement annuel de la collection d'appoint égal à 5 %	— accroissement annuel de la collection d'appoint égal à 6 %	— accroissement annuel de la collection d'appoint égal à 7 %
Acquisitions	— une autre commune associée	— 30 % au moins des communes associées	— 50 % au moins des communes associées
Notices catalogues	— une autre commune associée	— 30 % au moins des communes associées	— 50 % au moins des communes associées
Elagage	— une autre commune associée	— 30 % au moins des communes associées	— 50 % au moins des communes associées

## Annexe 4

**Cadre de référence d'une bibliothèque publique locale**

Nombre d'habitants	Nombre d'emplois à temps plein
moins de 7 500	2
de 7 500 à 9 999	4
de 10 000 à 14 999	5
de 15 000 à 24 999	7
de 25 000 à 34 999	9
de 35 000 à 49 999	11
de 50 000 à 74 999	15
de 75 000 à 124 999	20
125 000 et plus	32

## Annexe 5

**Ventilation des espaces utiles minima des bibliothèques publiques (en m2)**

Nombre d'usagers à desservir	Section jeunesse	Section adultes	Salle de lecture	Superficie minimale des locaux accessibles au public
Moins de 500 usagers	35	50	20	105
De 500 à 999 usagers	50	100	30	180
De 1 000 à 1 999 usagers	75	150	40	265
De 2 000 à 2 999 usagers	90	200	60	350
De 3 000 à 4 999 usagers	110	250	90	450
+ de 5 000 usagers	130	300	120	550

## VERTALING

## MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

N. 95 - 2148

(C-Mac - 29329)

**14 MAART 1995 — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap  
betreffende de organisatie van de openbare dienst voor lectuurvoorziening**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening, gewijzigd bij de decreten van 21 oktober 1988, 19 juli 1991 en 30 november 1992;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des bibliothèques publiques" (Hoge Raad voor het Openbare Bibliotheekwezen), gegeven op 25 oktober 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 11 januari 1995;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Cultuur behoort,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Définitions**

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- het decreet : het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening;
- de Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap;
- de Minister : de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening behoort;
- het Bestuur : de Bestuursdirectie voor Letteren en Boekwezen van de Algemene Directie voor Cultuur en Communicatie van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap;
- de Inspectie : de Algemene Inspectie van de Algemene Directie voor Cultuur en Communicatie van het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap;
- het "C.L.P.C.F." : het "Centre de lecture publique de la Communauté française" (het Centrum voor Openbare Lectuurvoorziening van de Franse Gemeenschap);
- de Raad : de Hoge Raad voor het Openbare Bibliotheekwezen;
- het Provinciaal Comité : het Provinciaal Coördinatiecomité voor de openbare lectuurvoorziening;
- het net : het gestructureerd en samenhangend geheel van de bibliotheconomische entiteiten ingeplant op een bepaald grondgebied;
- de openbare bibliotheek (bibliotheken) : de openbare bibliotheek (bibliotheken) in de zin van artikel 1 van het decreet van 28 februari 1978, met inbegrip van de bibliotheken bedoeld bij artikel 2, § 2, lid 3 van dit decreet;
- de plaatselijke openbare bibliotheek : het bibliotheconomisch geheel gelegen op het grondgebied van een of verschillende gemeenten en samengesteld uit spijlbibliotheken, filialen en depots. Al de erkende plaatselijke spijlbibliotheken hebben dezelfde rechten en dezelfde verplichtingen wat de eisen van dit besluit betreft;
- de plaatselijke spijlbibliote(e)k(en) : de centrale eenheid (eenheden) van de plaatselijke openbare bibliotheek die eigen collecties bezit(ten), rechtstreeks uitleent (uitleenen) en zorgt (zorgen) voor de coördinatie van al de gedecentraliseerde eenheden, filialen en/of depots samen, die zich bevinden op het grondgebied dat zij bedient (bedienen);
- het filiaal : de gedecentraliseerde eenheid van de plaatselijke openbare bibliotheek die eigen collecties heeft, rechtstreeks uitleent en meewerkt aan de verspreiding van de lectuur;
- het depot : de gedecentraliseerde eenheid van de plaatselijke openbare bibliotheek die door haar activiteit aan de verspreiding van de lectuur meewerkt, over collecties beschikt en rechtstreeks uitleent;
- de sectie : het gedeelte van een openbare bibliotheek dat een of verschillende bijzondere diensten uitbreidt in daartoe bestemde ruimten en dat over geschikt personeel, collecties en materieel beschikt;
- de leeszaal : een aangepaste ruimte, voorbehouden voor het raadplegen ter plaatse van boeken, documenten en tijdschriften, gelegen in een apart lokaal of in een afdeling;
- de gebruiker : de gebruiker van de openbare dienst voor lectuurvoorziening die een jaarlijkse en genummerde kaart bezit;
- het document : het geheel van een informatiedrager en de hierop geregistreerde gegevens in een in het algemeen bestendige vorm die door de mens of een machine kan gelezen worden;
- het boek : het document gevormd door aaneenhechting van meer dan 48 bladen dat een bibliografische eenheid vormt;
- het tijdschrift : publicatie in serie, onder een enkele titel, waarvan de afleveringen die in het algemeen bestaan uit verschillende in een korte inhoud gerepertorieerde artikelen, chronologisch mekaar opvolgen op in principe geregelde tussentijden;
- de collectie : het geheel van boeken, tijdschriften en documenten die in één openbare bibliotheek worden bijgehouden;
- de hulpcollectie : de collectie bijgehouden door de hoofd- of centrale openbare bibliotheek, die als aanvulling van de collecties van de plaatselijke openbare bibliotheken op haar bevoegdheidsgebied uitgeleend worden;
- de uitleening : het lenen van boeken, tijdschriften of documenten door de gebruiker;
- de afvoer : de handeling waarbij boeken, tijdschriften of documenten uit de omloop worden verwijderd en die te maken heeft met de actualisatie van de collecties;
- het bibliotheconomisch personeel : het technisch en leidend personeel tewerkgesteld in de openbare bibliotheek;
- het hulp personeel : het personeel dat het bibliotheconomisch personeel hulp verleent;
- de U.D.C. : de universele decimale classificatie;
- de I.S.B. : de Internationale Standaard Boekbeschrijving (beter bekend onder de benaming I.S.B.D., International Standard Bibliographic Description);
- de AFNOR Z44-073-norm : de Franse norm voor het catalogiseren van de monografieën, redactie van de verlichte bibliografische beschrijving, conform de I.S.B.;



— het RAMEAU-repertoire : het "Répertoire d'Autorité-Matière Encyclopédique, Alphabétique, Unifié" dat gelijktijdig door de "Bibliothèque Nationale de France" en door het "Ministère français de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports" werd uitgewerkt;

— het UNIMARC-formaat : het formaat voor internationale uitwisseling van bibliografische gegevens die door een machine kunnen gelezen worden, dat door de "International Federation of Library Associations and Institutions" werd uitgewerkt;

— de permanente opvoeding : elke actie die tot doel heeft het uitdrukken en het uitoefenen van een burgerschap te bevorderen, met zin voor verantwoordelijkheid, met zin voor het uitoefenen van activiteiten en met zin voor kritiek, waarbij verondersteld wordt dat men zich rekenschap geeft van de realiteiten van het gemeenschapsleven en dat men daarvan met kritische zin kennis neemt, dat men bekwaam is de situatie met een kritisch oog te bekijken, te opteren voor een of andere actie, en een evaluatie te maken, zich te gedragen als verantwoordelijken en actief deel te nemen aan het sociaal, economisch, cultureel en politiek leven;

— het bevoegdheidsgebied : het geografisch gebied waarin de openbare bibliotheken hun opdrachten uitvoeren.

#### HOOFDSTUK II. — *Het net en de voorwaarden voor de erkenning*

**Art. 2.** Het net impliceert een wederkerigheid van diensten tussen verschillende bibliotheconomische entiteiten, ongeacht dewelke, vanaf het plaatselijke niveau tot het "C.L.P.C.F." dat hun acties verstevigt en uitbreidt.

##### *Afdeling 1. — Het "C.L.P.C.F."*

**Art. 3.** De Regering richt het "C.L.P.C.F." op dat de in artikel 3 van het decreet beschreven opdrachten uitvoert. Het maakt deel uit van het Bestuur, Directie voor Letteren en Boekwezen, en staat onder de leiding van een ambtenaar die onder het hiërarchische gezag van de directeur van dat Bestuur gesteld is.

**Art. 4.** Om het jaar, vóór 31 maart, zendt het "C.L.P.C.F." aan de Minister een activiteitenverslag over het vorig dienstjaar door. Het stuurt eveneens een exemplaar door naar de Raad, voor advies, die zijn opmerkingen binnen de twee maanden van de ontvangst ervan aan de Minister voorlegt.

Het "C.L.P.C.F." zendt eveneens elk jaar, vóór 31 oktober, aan de Minister zijn activiteitenprogramma voor het volgend dienstjaar door. Het laat het ook voor advies aan de Raad geworden, die zijn opmerkingen aan de Minister binnen de twee maanden na de ontvangst ervan laat geworden.

**Art. 5.** Technische commissies samengesteld, onder andere, uit afgevaardigden van openbare centrale, hoofd-, plaatselijke, speciale en reizende bibliotheken, evenals uit afgevaardigden van verenigingen van bibliothecarissen kunnen opgericht worden in het "C.L.P.C.F.", als inlichtingsorgaan over bepaalde materies die een bestanddeel zijn van zijn opdrachten.

##### *Afdeling 2. — Algemene bepalingen*

**Art. 6.** Om als openbare bibliotheek erkend te kunnen worden en deze erkenning te kunnen behouden, moet voldaan worden aan de in deze afdeling opgesomde voorwaarden.

**Art. 7.** De instelling die als plaatselijke hoofd-, centrale, speciale of reizende openbare bibliotheek erkend wenst te worden moet bewijzen dat zij de voor elke categorie voorziene opdrachten vervult, in het kader van structuren en volgens werkwijzen die elke verwarring inzake roltoekenningen uitsluiten.

**Art. 8.** Wat de boeken, tijdschriften en documenten betreft, moeten de openbare bibliotheken de volgende bibliotheconomische normen naleven :

- de I.S.B. en de AFNOR Z 44-073-norm voor de bibliografische beschrijving;
- de U.D.C. voor de opberging of elk ander systeem dat zich daarop afspiegelt;
- het RAMEAU-repertoire voor de inhoudsopgave per onderwerp.

De openbare bibliotheken moeten volgens de laatste editie of de laatste bijwerking van de bibliotheconomische normen werken, waarnaar hierna verwezen wordt en in een redelijke tijd de reeds uitgevoerde classificatie aan haar wijzigingen aanpassen.

**Art. 9. § 1.** Voor de basiscollectie die vrij toegankelijk is, moet bewezen worden dat zij actueel is en een zeker nut heeft en zij moet jaarlijks bijgewerkt worden. Onder "actuele collectie" dient verstaan een percent van ten minste 30 % werken uitgegeven of herdrukt in de loop van de laatste tien jaar. De boeken, tijdschriften en documenten die jaarlijks door afvoer uit de collecties verdwijnen, worden ofwel bewaard met behoud in de catalogussen, ofwel krijgen een bestemming in afspraak met de openbare hoofdbibliotheek, de centrale openbare bibliotheek en/of het "C.L.P.C.F." ten voordele van instellingen die kunnen zorgen voor een bruikbare bewaring of van gespecialiseerde instellingen, ofwel worden uit de omloop genomen wanneer zij slecht werden behandeld of veelvuldig werden gebruikt waardoor er van restauratie geen sprake kan zijn omwille van de hoge kosten. De openbare bibliotheken volgen daartoe de door het "C.L.P.C.F." opgestelde aanbevelingen.

§ 2. De jaarlijkse aanwinsten, hetzij als aangroei, hetzij als vernieuwing, zijn gelijk aan 5 % van de basiscollectie vereist op het ogenblik van de erkenning. De giften van boeken die sedert meer dan drie jaar werden uitgegeven mogen niet gerekend worden als aangroei maar worden opgenomen in de catalogussen.

§ 3. De jaarlijkse aanwinsten moeten ten minste bestaan uit 10 % boeken tijdschriften en documenten van Belgische auteurs en uitgevers.

**Art. 10.** In naleving van haar verplichtingen, is het de openbare bibliotheek toegelaten ten hoogste gedurende 20 werkdagen per jaar te sluiten.

##### *Afdeling 3. — Bijzondere bepalingen*

###### *Onderafdeling 1. — De plaatselijke openbare bibliotheek*

**Art. 11. § 1.** Om erkend te worden door de Minister en haar erkenning te behouden, mag de plaatselijke openbare bibliotheek slechts bibliotheconomische entiteiten bevatten, indien zij bestaan, die beantwoorden aan alle in dit besluit genoemde voorwaarden en die hun activiteiten verantwoorden voor de plaatselijke vervulling van de opdracht van openbare dienst voor lectuurvoorziening.

Een plaatselijke bibliotheek kan slechts voor een erkenning door de Minister in aanmerking komen indien al de bibliotheconomische entiteiten die zich op haar grondgebied bevinden, die beantwoorden aan de normen en aan de criteria van dit besluit en die hebben medegedeeld dat zij zich in het net laten inschrijven, in deze bibliotheek geïntegreerd zijn.

Bovendien moeten de filialen en/of de depots bewijzen dat zij enig nut hebben voor de plaatselijke verwezenlijking van de opdracht van openbare dienst voor lectuurvoorziening.

§ 2. Vooraleer zich uit te spreken over de erkenning, wint de Minister het advies in van het Bestuur en van het Provinciaal Comité.

§ 3. Omwille van de bijzondere plaatselijke omstandigheden, kan de Minister, na advies van het bevoegd provinciaal Comité en het Bestuur, meer dan één plaatselijke spilbibliotheek erkennen op het grondgebied van een of verschillende gemeenten. Wanneer verschillende plaatselijke spilbibliotheeken erkend zijn overeenkomstig dit artikel, dan wordt de door elk van beide bibliotheeken te bedienen bevolking in gemeen overleg bepaald door de inrichtende machten in het Coördinatiecomité.

De Minister bepaalt het aantal forfaitaire toelagen die aan elke plaatselijke spilbibliotheek worden toegekend in toepassing van artikel 47 en in verhouding tot de bediende bevolking, bepaald bij overeenkomst afgesloten tussen de betrokken inrichtende machten.

**Art. 12. § 1.** Om erkend te worden en haar erkenning te behouden, moet de plaatselijke openbare bibliotheek de volgende opdrachten vervullen :

1° de aan de behoeften inzake permanente opvoeding aangepaste collecties ter beschikking stellen van de bevolking die zij moet bedienen; daartoe moet zij over boeken, tijdschriften en documenten beschikken die voor specifieke lezers bestemd zijn, zoals de personen die een opleiding inzake alfabetisering volgen of een bijwerking van de kundigheden of zoals de bejaarden met lichte gezichtsstoornissen;

2° de rechtstreekse lening met vrije toegang verzekeren;

3° acties ter bevordering van de lectuur voeren inzonderheid in samenwerking met de culturele verenigingen en verenigingen voor permanente opvoeding en met de onderwijs- en opleidingsinstellingen;

4° deelnemen aan de interbibliotheekleningen;

5° een overlegd beleid inzake aankopen uitbouwen met de andere bibliotheconomische entiteiten van het bevoegdheidsgebied.

§ 2. Om haar opdrachten te vervullen treedt de openbare bibliotheek op in afspraak met de openbare hoofdbibliotheek en de centrale openbare bibliotheken in het kader van de specifieke opdrachten die hen toegewezen zijn.

**Art. 13. § 1.** Om erkend te worden en haar erkenning te behouden moet de plaatselijke openbare bibliotheek over een basiscollectie beschikken die bestaat uit ten minste een boek, tijdschrift of document per inwoner van het bevoegdheidsgebied, indien zij samengesteld is uit minder dan 4 filialen en depots, met een minimum van 10 000 boeken, tijdschriften of documenten.

Ingeval de plaatselijke openbare bibliotheek uit meer dan 3 filialen en depots bestaat, moet de basiscollectie die nodig is om erkend te worden en om deze erkenning te behouden, ten minste 1,5 boek, tijdschrift of document per inwoner van het bevoegdheidsgebied tellen, met een minimum van 10.000 boeken, tijdschriften of documenten.

§ 2. De diversificatie van de vereiste basiscollectie moet zó tot stand gebracht en onderhouden worden dat zij bestendig het bestaan waarborgt van ten minste :

- 3 % referentieboeken, -tijdschriften of -documenten;
- 25 % informatieboeken, -tijdschriften of -documenten voor volwassenen;
- 15 % fictieboeken, -tijdschriften of -documenten voor de jeugd;
- 10 % informatieboeken, -tijdschriften of -documenten voor de jeugd.

**Art. 14.** De plaatselijke openbare bibliotheek moet een aantal gebruikers tellen dat ten minste gelijk is aan 10 % van het aantal inwoners van haar bevoegdheidsgebied. Na vijf jaar erkenning, moet zij een quotum lezers tellen dat gelijk is aan 15 % van het aantal inwoners of het bewijs leveren dat zij middelen in het werk stelt om dit quotum te bereiken, inzonderheid door een beleid om de lectuur te bevorderen.

**Art. 15.** Het aantal leningen per jaar moet ten minste gelijk zijn aan 10 maal het aantal vereiste gebruikers.

**Art. 16.** De toegang tot de rechtstreekse lening is ten minste verzekerd op de volgende wijze :

- de plaatselijke openbare bibliotheek of, wanneer er een bestaat, de plaatselijke spilbibliotheek moet 20 uren per week, verspreid over 5 dagen, toegankelijk zijn;
- de plaatselijke openbare bibliotheek regelt de openingsuren van de filialen en de depots in overleg met het Comité van de gebruikers en met de Inspectie, volgens de behoeften van de bevolking, gelet op artikel 12 van dit besluit;
- de openingsuren van de plaatselijke openbare bibliotheek moeten verplicht op woensdag namiddag verzekerd worden en ten minste vier uur tijdens het weekend.

**Art. 17.** De plaatselijke openbare bibliotheek of de plaatselijke spilbibliotheek, alsook de filialen, moeten over autonome en aangepaste lokalen beschikken, die gemakkelijk toegankelijk zijn vanuit de openbare weg. De lokalen die voor het eerst toegankelijk zijn voor het publiek na de inwerkingtreding van dit besluit moeten gemakkelijk toegankelijk zijn voor de gehandicapten.

De oppervlakten alsook het bestemmingsplan moeten aan de Inspectie worden voorgelegd.

Het depot moet over ten minste 30 m<sup>2</sup> bruikbare ruimte beschikken.

In het filiaal moet er een jeugdafdeling en een volwassenenafdeling bestaan.

De plaatselijke spilbibliotheek moet een jeugd-, een volwassenenafdeling en een leeszaal omvatten.

De plaatselijke bibliotheek (spilbibliotheek + filialen + depots) moet de normen inzake minimale ruimten, bepaald in bijlage 5, in acht nemen, naargelang het aantal te bedienen gebruikers.

De openbare bibliotheken die erkend zijn op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit hebben 3 jaar tijd om hun lokalen aan te passen aan de in bijlage 5 bepaalde normen.

## Onderafdeling 2. — De openbare hoofdbibliotheek

**Art. 18.** De openbare hoofdbibliotheek is deze die de plaatselijke openbare bibliotheken helpt, die gevestigd zijn op het grondgebied van een of verschillende administratieve arrondissementen van ten minste 70.000 inwoners.

Wanneer een arrondissement meer dan 30 000 inwoners telt, kan de Minister er een tweede openbare hoofdbibliotheek erkennen, na advies van de Inspectie en van het Provinciaal Comité.

**Art. 19. § 1.** De openbare hoofdbibliotheek moet voorzien in het beheer van een hulpcollectie, bestemd voor de aanvulling van de collecties van de plaatselijke bibliotheken van het bevoegdheidsgebied, ofwel via interbibliotheekleningen van bepaalde duur, ofwel via depot op langere termijn voor een duur afgesproken met de betrokken bibliotheconomische entiteit.

Een specifiek aankoopbeleid moet gevoerd worden in samenwerking met de plaatselijke openbare bibliotheken in het Comité van de gebruikers, zodat deze hulpcollectie hun collecties komt aanvullen rekening houdend met de regionale kenmerken en prioriteiten.

Deze hulpcollectie moet toegankelijk zijn voor de collectiviteiten en de beroepsmensen naar rata van 10 uur per week.

**§ 2.** De openbare hoofdbibliotheek moet ook initiatieven nemen en gevolg geven aan de verzoeken van de plaatselijke openbare bibliotheken en van de openbare bibliotheken die zich in haar bevoegdheidsgebied bevinden en die een aanvraag tot erkenning als dusdanig hebben ingediend :

1° het overleg tussen bibliothecarissen van de plaatselijke openbare bibliotheken en de bibliotheken die een aanvraag tot erkenning hebben ingediend die zij ten minste eenmaal per jaar samenroept;

2° de coördinatie van en de hulpverlening, inzonderheid in samenwerking met het "C.L.P.C.F.", voor activiteiten ter uitbreiding en ter bevordering van de lectuur in haar bevoegdheidsgebied, in verband, onder meer, met de plaatselijke en gewestelijke verenigingen voor permanente opvoeding en de erkende culturele organisaties;

3° de deelneming aan interbibliotheekleningen op het niveau van het communautair net;

4° het beleid van de aanwinsten in overleg met de plaatselijke bibliotheken van het bevoegdheidsgebied;

5° het bezorgen van de catalografische aankondigingen door afluiging van optische numerieke schijven op verzoek van de geassocieerde plaatselijke bibliotheken;

6° de hulpverlening bij het afvoeren van de collecties in toepassing van artikel 9, § 1, van dit besluit;

7° elke andere activiteit van bibliotheconomische aard die beantwoordt aan de behoeften van de plaatselijke openbare bibliotheken.

**Art. 20. § 1.** De hulpcollectie moet ten minste bestaan uit een boek, tijdschrift of document per vier inwoners van het bevoegdheidsgebied, zonder inbegrip van de bevolking van de gemeente waar de openbare hoofdbibliotheek haar zetel heeft.

**§ 2.** Deze collectie moet beantwoorden aan de in artikel 9 voorziene bepalingen.

**§ 3.** De diversificatie van de hulpcollectie moet zó tot stand gebracht en onderhouden worden dat zij bestendig het bestaan waarborgt van ten minste :

- 5 % referentieboeken, -tijdschriften of -documenten;
- 35 % informatieboeken, -tijdschriften of -documenten voor volwassenen;
- 10 % fictieboeken, -tijdschriften of -documenten voor de jeugd;
- 15 % informatieboeken, -tijdschriften of -documenten voor de jeugd.

## Onderafdeling 3. — De centrale openbare bibliotheek

**Art. 21.** De centrale openbare bibliotheek is deze die de openbare hoofdbibliotheek en de plaatselijke openbare bibliotheken helpt, die zich op het grondgebied van een provincie of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevinden.

**Art. 22.** De centrale openbare bibliotheek moet de volgende opdrachten vervullen :

1° samenwerken met het "C.L.P.C.F." en met de andere centrale openbare bibliotheken om mede te helpen aan de verspreiding van de lectuur en de openbare dienst voor lectuurvoorziening in de Franse Gemeenschap;

2° samenwerken met de Koninklijke Bibliotheek, de universitaire en wetenschappelijke bibliotheken, de centra voor documentatie, de onderwijsinstellingen en andere door de Franse Gemeenschap erkende instellingen;

3° voorzien in het beheer van een hulpcollectie bestemd voor de aanvulling van de collecties van de plaatselijke en hoofdbibliotheken in het bevoegdheidsgebied, ofwel door een interbibliotheeklening van bepaalde duur, ofwel door een depot op langere termijn voor een afgesproken duur. Een specifiek aankoopbeleid moet gevoerd worden in samenwerking met de openbare lokale en hoofdbibliotheken in het comité van de gebruikers, zodat deze hulpcollectie hun collecties komt aanvullen rekening houdend met de regionale kenmerken en prioriteiten. De hulpcollectie moet ten minste bestaan uit een boek, tijdschrift of document per 8 inwoners in haar bevoegdheidsgebied, zonder inbegrip van de bevolking van de gemeente waar de centrale openbare bibliotheek haar zetel heeft.

Deze opdracht kan door de centrale bibliotheek overgedragen worden aan een of verschillende openbare hoofdbibliotheken in haar bevoegdheidsgebied, wanneer de bevolkingsdichtheid hoger is dan 5 500 inwoners per km<sup>2</sup> en indien er een of verschillende hoofdbibliotheken van het grondgebied deze collecties in hun bezit hebben;

4° de activiteiten ter uitbreiding en ter bevordering van de lectuur in haar bevoegdheidsgebied coördineren en daaraan haar medewerking verlenen, in verband, onder meer, met de verenigingen voor permanente opvoeding en de erkende culturele organisaties;

5° helpen bij het afvoeren van de collecties in toepassing van artikel 9, § 1, van dit besluit;

6° hulp verlenen aan de plaatselijke openbare bibliotheken van de arrondissementen van haar bevoegdheidsgebied, die over geen openbare hoofdbibliotheek beschikken en de volgende opdrachten uitvoeren :

- de catalografische aankondigingen bezorgen op het verzoek van de plaatselijke openbare bibliotheken;
- helpen bij het afvoeren van de collecties;
- haar hulpcollectie ter beschikking stellen.

**Art. 23.** De centrale openbare bibliotheek moet toegankelijk zijn voor de bibliothecarissen en de collectiviteiten van het net naar rata van 16 uur per week, verdeeld over 5 dagen.

## Onderafdeling 4. — De reizende openbare bibliotheek

**Art. 24.** De reizende openbare bibliotheek bezorgt, vanuit een geschikt voertuig, tijdelijke aanvullingen van collecties aan plaatselijke openbare bibliotheken, filialen of depots en/of zorgt voor de rechtstreekse uitlening aan lezers om hun toegang tot de lectuur te vergemakkelijken.

Deze collectie moet aan de in artikel 9 voorziene bepalingen voldoen.

**Art. 25.** De rechtstreekse uitlening verzorgd op plaatselijk of interplaatselijk vlak wordt verzekerd door een of meer bibliobussen die toelaat (toelaten) ter plaatse ten minste 1.300 boeken tijdschriften of documenten te raadplegen en die over een fonds van ten minste 7 500 boeken, tijdschriften of documenten beschikt (beschikken).

De rechtstreekse uitlening verzorgd op provinciaal vlak wordt verzekerd door een of meer bibliobussen die toelaat (toelaten) ter plaatse 1 300 tot 1 500 boeken tijdschriften of documenten te raadplegen en die over een fonds beschikt van ten minste een boek, tijdschrift of document per 8 inwoners van zijn bevoegdheidsgebied.

## Onderafdeling 5. — De speciale openbare bibliotheek

**Art. 26.** De speciale openbare bibliotheek bedient de mensen die zich normaal gesproken niet naar de andere openbare bibliotheken kunnen begeven.

**Art. 27.** De speciale openbare bibliotheken kunnen onderverdeeld worden :

1° onder titel 1 : de speciale openbare bibliotheek zorgt voor de openbare dienst voor lectuurvoorziening voor de blinden of amblyopen;

2° onder titel 2 : de speciale openbare bibliotheek zorgt voor de openbare dienst voor lectuurvoorziening voor de zieken, gehandicapten, bejaarden die zich niet kunnen bewegen en/of opgenomen zijn in instellingen.

**Art. 28.** Om erkend te worden en deze erkenning te behouden, moet de speciale openbare bibliotheek zorgen voor een geschikte openbare dienst voor lectuurvoorziening uitgebreid tot heel de Franse Gemeenschap.

Om haar opdracht uit te voeren, werkt zij samen met een of verschillende erkende plaatselijke, hoofd-, centrale of reizende openbare bibliotheken en met de andere speciale openbare bibliotheken van haar categorie.

De speciale openbare bibliotheek moet over autonome lokalen en uitrustingen beschikken, die aangepast zijn aan de specificiteiten van de te bedienen bevolking; een bestemmings- en uitrustingsplan moet aan de Inspectie en aan het Bestuur worden voorgelegd.

Zij moet beschikken over een basiscollectie, die ten minste :

— in titel 1 : 9 000 boeken, tijdschriften of documenten telt aangepast aan de gezichtsgehandicapten, waaronder een derde is uitgegeven in brailleschrift of in grote typografische lettertekens en twee derden opgenomen op magnetische drager.

— in titel 2 : 80 000 boeken, tijdschriften en documenten telt waaronder 20 % uitgegeven zijn in grote typografische lettertekens.

**Art. 29.** De Regering bepaalt de normen die inzonderheid toepasselijk zijn op de collecties, de lokalen, de aangeboden diensten en de openingsuren van de verschillende categorieën van speciale openbare bibliotheken.

De diversificatie van de basiscollectie moet zó tot stand gebracht en onderhouden worden dat zij bestendig het bestaan waarborgt van ten minste :

— in titel 1 : 40 % informatieboeken, -tijdschriften en -documenten.

— in titel 2 : 75 % fictieboeken, -tijdschriften en -documenten;

25 % informatieboeken, -tijdschriften en -documenten.

**Art. 30.** De speciale openbare bibliotheek moet een aantal gebruikers of instellingen tellen dat ten minste gelijk is aan :

— in titel 1 : 2 000 gebruikers

— in titel 2 : 180 ziekenhuisinstellingen of rusthuizen.

Het aantal uitleeningen per jaar moet ten minste gelijk zijn aan :

— in titel 1 : 100 maal het aantal vereiste gebruikers;

— in titel 2 : 3 000 uitleeningen.

De speciale openbare bibliotheek van titel 1 moet twee

maal per jaar catalogussen, in brailleschrift en in grote lettertekens uitgeven en bijwerken, die bestemd zijn voor de raadpleging thuis door de gebruikers.

De speciale openbare bibliotheek van titel 2 moet zorgen voor de opleiding van haar vrijwillig personeel.

## Afdeling 4. — De comités van advies

**Art. 31.** Overeenkomstig artikel 4, punt 8, van het decreet moet elke bibliotheek om erkend te worden en haar erkenning te behouden de werking verzekeren van :

1° een comité van gebruikers samengesteld uit personen die de openbare bibliotheek bezoeken of, wat betreft de openbare centrale en hoofdbibliotheken, afgevaardigden van de bibliotheken die onder hun bevoegdheidsgebied ressorteren;

— een overlegcomité bestaande voor de ene helft uit personen gemandateerd door de openbare bibliotheek en voor de andere helft uit vertegenwoordigers van jeugdorganisaties, organisaties voor permanente opvoeding, culturele centra, uit vertegenwoordigers van onderwijs- en vormingsinstellingen van het betrokken gebied.

De Inspecteur van het bevoegdheidsgebied, een afgevaardigde van de Provincie en de bibliothecaris met de hoogste graad wonen van rechtswege de vergaderingen van het comité van de gebruikers en van het overlegcomité bij.

**Art. 32.** Het comité van gebruikers en het overlegcomité hebben tot opdracht adviezen uit te brengen over elke kwestie in verband met de werking van de openbare bibliotheek en medewerkingen aan te moedigen met als doel de bevordering van het boek en de lectuur, tussen deze bibliotheek en de andere opvoedings- en culturele instellingen in haar bevoegdheidsgebied.

**Art. 33.** De adviescomités bepalen hun huishoudelijk reglement en verkiezen hun Voorzitter.

**Art. 34.** De inrichtende macht(en) van de openbare bibliotheek is (zijn) verplicht ten minste een maal per jaar een activiteitenverslag in te dienen dat voor advies aan de comités voor advies wordt voorgelegd.

*Afdeling 5. — Toekenning en intrekking van de erkenning*

**Art. 35. § 1.** De inrichtende macht die de erkenning van een bibliotheek aanvraagt, dient een aanvraag tot erkenning in die naar het Bestuur wordt gezonden.

§ 2. De volgende documenten moeten bij elke aanvraag tot erkenning worden gevoegd :

- 1° de teksten die het rechterlijk statuut van de bibliotheek vaststellen;
- 2° de analyse en de dekking van de behoeften van de bevolking bediend door de bibliotheek, naar naturen en/of eventuele depots inbegrepen;
- 3° een aanwijzing van de aangevraagde categorie : plaatselijke, hoofd- centrale, speciale of reizende bibliotheek;
- 4° een uiteenzetting van de doelstellingen en de vooruitzichten van de inrichtende macht en de manier waarop zij denkt te voldoen aan de voorwaarden voor de erkenning die voor de aangevraagde categorie vastgesteld zijn;
- 5° de personeelsformalie of het organogram, de titels van het tewerkgesteld personeel en een projectie ervan op de datum van de erkenning, met onderscheid tussen het bibliotheconomisch personeel en het hulppersoneel;
- 6° de plannen en de opmetingen van de oppervlakten en de lokalen van de bibliotheek;
- 7° een globale staat van de afgevoerde collecties van de bibliotheek;
- 8° een beschrijving van de activiteiten en de aangeboden diensten die de aanvraag tot erkenning in de verzochte categorie wettigen.

§ 3. Wanneer men een volledig dossier heeft, zendt het Bestuur een advies van inachtneming van de aanvraag en zendt het dossier voor advies door naar de Inspectie, de Raad en het Provinciaal Comité.

**Art. 36.** De bibliotheek moet ten minste één volledig burgerlijk jaar gewerkt hebben vooraleer de aanvraag tot erkenning in te dienen.

**Art. 37.** Het dossier van aanvraag tot erkenning moet tussen 1 januari en 1 maart worden ingediend.

**Art. 38.** De Raad en het Provinciaal Comité moeten hun advies vóór 31 mei van het jaar waarin de aanvraag werd ingediend, bekend maken. De Minister neemt een beslissing vóór 1 november van dat jaar, op voorstel van het Bestuur.

**Art. 39. § 1.** Wanneer een plaatselijke, hoofd-, centrale, speciale of reizende openbare bibliotheek niet meer beantwoordt aan de erkenningsvoorwaarden, kan de Minister, ter bewaring, beslissen de erkenning op te schorten voor een maximale duur van één jaar, op basis van een advies van de Inspectie en de Raad, die zijn advies binnen de twee maanden van de aanhangmaking bij de Minister moet uitbrengen.

Na deze termijn is de Raad verondersteld een gelijkaardig advies uit te brengen aan dat van het Bestuur. In geval van hoogdringendheid kan de Minister de opschorting uitspreken in afwachting van het advies van de Raad.

§ 2. De Minister kan, na advies van de Raad, de intrekking gedurende ten minste één jaar uitspreken van de erkenning van de openbare bibliotheek die niet beantwoordt aan de voorwaarden van haar erkenning gedurende ten minste één jaar.

§ 3. De Raad heeft twee maanden tijd, te rekenen vanaf de ontvangst van het omstandig advies van de Inspectie, om zijn adviezen uit te brengen en moet voorafgaandelijk de vertegenwoordiger(s) van de betrokken inrichtende macht horen. Na deze termijn is het advies van de Raad conform geacht met dat van de Inspectie.

§ 4. De nieuwe erkenning toegekend aan een openbare bibliotheek die haar erkenning ingetrokken zag, mag slechts uitwerking hebben één jaar daarna, te rekenen vanaf de datum waarop de eerste erkenning werd ingetrokken.

**HOOFDSTUK III. — Het personeel**

**Art. 40. § 1.** Het leidend personeel wordt verzocht beslissingen inzake opvatting, inrichting en beheer van de openbare bibliotheek voor te bereiden om de opdracht van openbare dienst voor lectuurvoorziening zo goed mogelijk te vervullen.

Het technisch personeel zorgt voor de bibliotheconomische opdrachten.

Het hulppersoneel helpt het technisch personeel.

§ 2. Het bibliotheconomisch personeel dat in aanmerking wordt genomen voor de toekenning van de forfaitaire toelagen moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° een getuigschrift van goed zedelijk gedrag voorleggen;
- 2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 3° ten minste 18 jaar oud zijn;
- 4° houder zijn van ten minste een bekwaamheidsbewijs om een openbare bibliotheek te beheren of van een titel voorzien in bijlage 1 van dit besluit naargelang van de in aanmerking genomen graad.

Het bekwaamheidsbewijs om een openbare bibliotheek te beheren omvat minimum 300 uren voor de titularissen van een diploma van het hoger onderwijs van het lange type of universitair onderwijs. Voor de titularissen van een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of van een diploma van het hoger onderwijs van het korte type, omvat het ten minste 720 uren.

De Minister mag, op de gemotiveerde aanvraag van de inrichtende macht, afwijken van deze voorwaarde voor een duur van maximum twee jaar.

5° lichamelijk geschikt zijn om deze functie uit te oefenen.

§ 3. Het in § 2 bedoelde bibliotheconomisch personeel moet ten minste 60 uur per periode van 3 jaar wijden aan interne of externe opleidingen ter aanvulling van zijn opleiding in het kader van zijn functies.

§ 4. Bij overgangsmaatregel mogen de titularissen van een elementair bekwaamheidsgetuigschrift om in een openbare bibliotheek te werken, dat vóór 31 december 1996 werd behaald en die vóór 31 december 1997 in een op deze datum erkende openbare bibliotheek met volledige of halfzijdse draagvlak in dienst werden genomen, in aanmerking komen voor de toekenning van de forfaitaire toelagen.

HOOFDSTUK IV. — *De toelagen**Afdeling 1. — Algemeenheden*

**Art. 41.** Om het aantal inwoners te bepalen die in de formules van de artikelen 47, 50, 51 en 53 en van de bijlage 2 voorkomen, wordt gebruik gemaakt van de recentste bevolkingscijfers die door het Nationaal Instituut voor Statistiek werden gepubliceerd.

**Art. 42.** De Minister kent aan de plaatselijke, hoofd-, centrale, speciale en reizende openbare bibliotheken een aantal vaste toelagen toe als tegemoetkoming in de bezoldiging van het bibliotheconomisch personeel alsook een gelijk aantal forfaitaire werkingstoelagen. In het kader van de budgettaire disponibiteiten bepaalt de Regering het basisbedrag van de forfaitaire toelagen op 655 000 frank per jaar per betrekking met voltijdse dagtaak en op 50 000 frank voor de tegemoetkoming als werkingstoelage. De Minister mag jaarlijks deze toelagen indexeren in het kader van de budgettaire disponibiteiten. Voor betrekkingen die korter zijn dan een halfzijdse dagtaak mogen geen vaste toelagen toegekend worden. In afwijking wordt de werkingstoelage van de speciale bibliotheek van titel I globaal vastgesteld op 750 000 frank.

**Art. 43.** Het personeelsbestand of de functiebeschrijving van het personeel van een openbare centrale of hoofdbibliotheek moet ten minste 15 % leidend personeel bevatten, waarvan één betrekking met voltijdse dagtaak en 70 % technisch personeel zoals voorzien in bijlage 1.

Het personeelsbestand of de functiebeschrijving van het personeel van een plaatselijke bibliotheek die ten minste 20 000 inwoners bedient, is onderworpen aan dezelfde verplichtingen zoals voorzien in bijlage 1.

**Art. 44.** De uithetaling van de toelagen gebeurt bij driemaandelijkse schijven. De inrichtende machten verantwoorden de bestemming van de toelagen in het jaarlijks activiteitenverslag en de exploitatierekeningen die naar het Bestuur worden gezonden.

Indien een inrichtende macht de aanwending van deze toelagen niet volledig verantwoordt, worden de toelagen waarop zij het volgende burgerlijk jaar aanspraak kan maken met het niet verantwoord bedrag verminderd.

Wanneer de inrichtende macht slechts voor een deel tussen komt in de loonlast van het personeel, zoals bepaald in artikel 40, § 1, mogen de forfaitaire toelagen als tegemoetkoming in de bezoldiging van het technisch of leidend personeel niet hoger oplopen dan de uitgaven die werkelijk door de inrichtende macht werden besteed, ongeacht het aantal leden van dit personeel.

*Afdeling 2. — Plaatselijke openbare bibliotheken*

**Art. 45.** De plaatselijke openbare bibliotheken worden ingedeeld in drie categorieën A, B en C waarvoor een verschillend aantal toelagen wordt toegekend volgens de normen in bijlage 2 van dit besluit. Deze rangschikking hangt af van de volgende aanwijzers :

- 1° de structurering van het net;
- 2° de toegankelijkheid van de ruimten, de diensten en de collecties;
- 3° het aankoopbeleid;
- 4° de bestudering van de aanvraag;
- 5° het beleid inzake uitbreiding van de lectuur;
- 6° de middelen om het opzoeken van documentatie te vergemakkelijken;
- 7° het beleid inzake mensenmateriaal.

**Art. 46.** De openbare bibliotheken die voor het eerst erkend worden, worden gerangschikt in categorie C.

De rangschikking van de plaatselijke openbare bibliotheken kan door de Minister om de drie jaar herzien worden op het verzoek van de inrichtende macht en na advies van de Raad die binnen de twee maanden na de ontvangst van de aanvraag een beslissing neemt.

**Art. 47.** Het aantal forfaitaire toelagen wordt berekend volgens de hierna opgenomen tabel :

Aantal inwoners van het bevoegdheidsgebied	Aantal forfaitaire toelagen		
	Categorie A	Categorie B	Categorie C
minder dan 7 500	1	0,75	0,5
van 7 500 tot 9 999	1,5	1	0,75
van 10 000 tot 14 999	2	1,5	1
van 15 000 tot 24 999	4	3	2
van 25 000 tot 34 999	6	4,5	3
van 35 000 tot 49 999	8	6	4
van 50 000 tot 74 999	10	7,5	5
van 75 000 tot 124 999	16	12	8
125 000 en meer	28	22,5	15

*Afdeling 3. — Openbare hoofdbibliotheken*

**Art. 48.** De openbare hoofdbibliotheken zijn onderverdeeld in drie categorieën A, B en C, waarvoor een verschillend aantal toelagen wordt toegekend volgens de normen vervat in bijlage 3 van dit besluit.

Deze rangschikking hangt af van de volgende aanwijzers :

- 1° de omvang van het beleid inzake lectuuruitbreiding;
- 2° de omvang van de hulpcollectie;
- 3° de omvang van het beleid inzake overleg;
- 4° de omvang van de bibliotheconomische steun door de plaatselijke bibliotheken.

**Art. 49.** De openbare bibliotheken die voor het eerst erkend worden, worden gerangschikt in categorie C. De rangschikking van de verschillende openbare hoofdbibliotheken in een categorie wordt door de Minister om de drie jaar herzien op het verzoek van de inrichtende macht en na advies van de Raad binnen de twee maanden die volgen op de ontvangst van de aanvraag.

**Art. 50.** Het aantal forfaitaire toelagen wordt berekend volgens de hierna volgende tabel :

Aantal inwoners van het bevoegdheidsgebied	Aantal forfaitaire toelagen		
	Categorie A	Categorie B	Categorie C
van 70 000 tot 149 999	4	3	2
150 000 en meer	6	5	4

*Afdeling 4. — Centrale openbare bibliotheken*

**Art. 51.** Het aantal forfaitaire toelagen wordt als volgt berekend :

Aantal inwoners in het bevoegdheidsgebied	Aantal forfaitaire toelagen
minder dan 750 000	4
meer dan 750 000	8
meer dan 1 000 000	10

Volgens de disponibilititeiten van de begroting, kan de Minister een bijkomende forfaitaire toelage toekennen aan de centrale openbare bibliotheken voor de opdrachten inzake openbare hoofdbibliotheken die zij zouden verplicht worden uit te voeren in het kader van artikel 22,6°.

*Afdeling 5. — Speciale openbare bibliotheken*

**Art. 52.** Het aantal forfaitaire toelagen wordt op de volgende manier berekend :

Titel	Aantal forfaitaire toelagen
1	2 voor het leidend en technisch personeel 2 voor het technisch personeel aangewezen voor de leeszaal die volgens de regels wordt georganiseerd
2	6

*Afdeling 6. — Reizende openbare bibliotheken*

**Art. 53.** Het aantal forfaitaire toelagen wordt cumulatief berekend, rekening houdend én met de uitgestrektheid van het bevoegdheidsgebied én met zijn bevolkingscijfer.

Bevoegdheidsgebied	Aantal forfaitaire toelagen
van 1 200 km <sup>2</sup> tot 3 700 km <sup>2</sup>	2
van 3 700 km <sup>2</sup> tot 4 400 km <sup>2</sup>	4
meer dan 4 400 km <sup>2</sup>	6

Aantal inwoners	Aantal forfaitaire toelagen
van 200 000 tot 500 000	2
van 500 000 tot 1 000 000 inwoners	4
meer dan 1 000 000 inwoners	6

Binnen de perken van de beschikbare kredieten, kan de Regering een aantal bijkomende forfaitaire toelagen aan de reizende openbare bibliotheken toekennen die de rechtstreekse toegang tot de reizende openbare bibliotheken gedurende meer dan 50 uur per week verzekeren en waarvan de hoedanigheid van openbare dienst een dergelijke afwijking verantwoordt.

**HOOFDSTUK V. — Gemiddelde prijs van het boek, het tijdschrift en het document**

**Art. 54.** Voor de toepassing van de artikelen 9, § 2, en 10, § 1, van het decreet wordt de gemiddelde prijs van het boek, het tijdschrift en het document als volgt vastgesteld :

- volwassenen : fictieboek : 700 F  
documentatieboek : 800 F
- jeugd : fictieboek : 550 F  
documentatieboek : 650 F
- referentieboek, -tijdschrift of -document : 2 000 F
- dagblad : 6 500 F
- ander tijdschrift : 3 000 F
- bibliografische CD-ROM : 40 000 F
- numerieke drager multimedia : 10 000 F

Om de twee jaar, worden deze bedragen bij ministerieel besluit herzien volgens de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen.

**HOOFDSTUK VI. — Toelaatbare uitgaven**

**Art. 55. § 1.** De toelaatbare uitgaven bedoeld bij artikel 9, § 1, van het decreet zijn de volgende :

- 1° uitgaven voor de uitrusting met betrekking tot de boeken;
- 2° animatiekosten of het deel ervan die(dit) niet door de Franse Gemeenschap ten laste worden(t) genomen;
- 3° kosten voortvloeiend uit de promotieacties die bedoeld zijn om het programma en de activiteiten van de openbare bibliotheek te doen kennen;

- 4° kosten voor het opstellen en het bijhouden van de collectieve catalogus;
  - 5° kosten voor de software en het onderhouden van het informaticamateriaal en voor het koppelen aan de netten;
  - 6° elektriciteits- en verwarmingskosten van de lokalen;
  - 7° secretariaatskosten met uitsluiting van het personeel, m.a.w. de gewone kosten inzake bestuur en boekhouding en het aankopen van benodigdheden en klein materiaal voor het bureau;
  - 8° kosten met betrekking tot de voortgezette opleiding van het personeel.
- § 2. Deze uitgaven zijn tot een maximum beperkt naar rata van 100 000 frank per forfaitaire toelage toegekend door de Franse Gemeenschap.

#### HOOFDSTUK VII. — *Eigen ontvangsten*

**Art. 56. § 1.** In toepassing van artikel 5 van het decreet moeten de openbare bibliotheken de huidige normen inzake inschrijvingsgeld, uitleentaks en boete naleven.

§ 2. Het jaarlijks inschrijvingsgeld is bepaald op maximum 300 frank per gebruiker. De facultatieve uitleenvergoeding is voor elk boek, tijdschrift of document vastgesteld op maximum 30 frank per veertien dagen.

De boete voor het te laat inleveren is vastgesteld op maximum 20 frank per boek, tijdschrift of document en per veertien dagen. Deze boete mag niet hoger zijn dan de waarde van het boek, het tijdschrift of het document.

§ 3. In naleving van de in lid 2 bepaalde maxima, mag een openbare bibliotheek, bij de vaststelling van de aan de gebruiker te vragen rechten en vergoedingen, rekening houden met het feit dat deze niet in haar bevoegdheidsgebied woont.

§ 4. De inschrijving van de jonge gebruikers die schoolplichtig zijn is kosteloos. Wat de uitleentaks betreft, moet zij gemoduleerd worden in functie van het beleid inzake bevordering van de lectuur ingesteld volgens de te bedienen bevolkingen.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Bibliotheconomische normen*

##### *Afdeling 1. — Over het meubilair van de openbare bibliotheek*

**Art. 57.** De inrichtings- en uitrustingsontwerpen van de openbare bibliotheek moeten onderzocht worden in samenspraak met de Inspectie en haar goedkeuring bekomen.

##### *Afdeling 2. — Over de collecties van de openbare bibliotheek*

**Art. 58.** Voor elk boek, tijdschrift, document en andere aangepaste uitrusting moet de openbare bibliotheek een register van de inleveringen, een register van de uitleningen of gelijk welk ander controleerbaar systeem bijhouden.

Zij moet bovendien de jaarlijkse statistieken per type drager en per soort opstellen. Zij moet ten slotte, voor de boeken, een statistiek opmaken per materie en volgens de U.D.C.

##### *Afdeling 3. — Over de inventarissen van de collecties van de openbare bibliotheek*

**Art. 59.** De openbare bibliotheek moet geregeld om de vijf jaar de volledige inventaris opmaken van haar collecties; het Bestuur houdt zich het recht voor deze inventaris op gelijk welk ogenblik op te eisen.

##### *Afdeling 4. — Over de vrije toegang en de opruiming van de openbare bibliotheek*

**Art. 60. § 1.** In de voor het publiek toegankelijke lokalen mag men geen enkele hindernis tussen de collecties, de catalogussen en de lezers treffen.

§ 2. Op de boekenrekken zijn de collecties als volgt geklasseerd :

1° voor de boeken : systematische classificatie, volgens de materies van de U.D.C. met een onderclassificatie in alfabetische orde volgens de namen van de auteurs, de biografieën worden per alfabetische orde van de namen van de bestudeerde personages ondergerangschikt;

2° voor de tijdschriften :

— van het lopende jaar : systematische classificatie per materies van de U.D.C. of per alfabetische orde van de titels;

— van de vorige jaren : de tijdschriften wanneer zij ingebonden zijn, in een boekenverzameling opgenomen zijn of in de reserve geklasseerd, volgens de U.D.C.;

3° voor elk ander document : systematische classificatie, volgens de materies van de U.D.C.

##### *Afdeling 5. — De catalogussen van de collecties van de openbare bibliotheken*

**Art. 61.** De catalogussen moeten opgesteld worden volgens de regels van de I.S.B. en de AFNOR Z 44-073-norm. Zij zijn verdeeld volgens de organisatie van het net en de behoeften van de gebruikers en het bibliotheconomisch personeel.

**Art. 62.** Indien de catalogussen geïnformatiseerd worden, dan worden de toelichtingsnota's tussen de openbare bibliotheken uitgewisseld op basis van het UNIMARC-formaat of van een formaat waaruit men het UNIMARC-formaat kan afleiden. De reeds geïnformatiseerde bibliotheken moeten hun programma's aan deze norm aanpassen.

**Art. 63.** Wat de boeken betreft, moet de openbare bibliotheek twee catalogussen bijhouden :

— een alfabetische catalogus volgens de namen van de auteurs en de titels van onbekende auteurs, opgesteld volgens de regels van het "C.L.P.C.F." die volgens het RAMEAU-repertorium in overeenstemming zijn gebracht, op zijn minst vanaf de inwerkingtreding van dit besluit;

— een alfabetische catalogus per onderwerp, opgesteld volgens het RAMEAU-repertorium, op zijn minst vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 64.** Wat de tijdschriften betreft, moet de openbare bibliotheek een alfabetische catalogus volgens de titels bijhouden. Indien er uittreksels van de tijdschriften worden gemaakt, dan stelt de openbare bibliotheek een alfabetische catalogus op per onderwerp volgens het RAMEAU-repertorium.

**Art. 65.** Wat de spelen betreft, moet de openbare bibliotheek een catalogus per leeftijdsklasse bijhouden.



**Art. 66.** Voor de audiovisuele, analogische of numerieke dragers, moet de openbare bibliotheek twee catalogussen bijhouden:

- een alfabetische catalogus met de namen van componisten, regisseurs of vertolkers, enz., naargelang het geval,
- een alfabetische catalogus per verschillende onderwerpen, opgesteld volgens het RAMEAU-repertoire.

#### HOOFDSTUK IX. — *De hoge raad voor de openbare bibliotheken*

**Art. 67. § 1.** De Raad wordt samengesteld uit 28 effectieve leden en uit hetzelfde aantal plaatsvervangers. Elke leden-categorie wordt als volgt opgedeeld:

— 6 leden die de inrichtende macht van de centrale openbare bibliotheken vertegenwoordigen; deze leden moeten deel uitmaken van het bibliotheconomisch personeel van de centrale openbare bibliotheek, of bij gemis daarvan, van de dienst van de culturele zaken of van het politiek personeel waarvan zij afhangen;

— 5 leden die hetzij van het bibliotheconomisch personeel, hetzij van de inrichtende machten van de openbare hoofdbibliotheken deel moeten uitmaken, met uitsluiting van deze die afhangen van eenzelfde inrichtende macht als een centrale openbare bibliotheek;

— 8 leden die hetzij van het bibliotheconomisch personeel, hetzij van de inrichtende machten van de plaatselijke openbare bibliotheken deel uitmaken, met uitzondering van deze die afhangen van eenzelfde inrichtende macht als een centrale openbare bibliotheek of een openbare hoofdbibliotheek, en 2 leden die hetzij van het bibliothekeconomisch personeel, hetzij van de inrichtende machten van de speciale en reizende bibliotheken deel moeten uitmaken;

— 3 leden gekozen uit de verantwoordelijken voor organisaties van permanente opvoeding, jeugdorganisaties of culturele centra, op de voordracht respectievelijk van de Hoge Raad voor Volksontwikkeling, de Franstalige Jeugdraad of de Adviescommissie voor de culturele centra, naargelang van hun gevoeligheid inzake openbare lectuurvoorziening, alfabetisering of bestrijding van het analfabetisme;

— 4 deskundigen onder wie 3 die gespecialiseerd zijn inzake informatiewetenschappen, gekozen uit het wetenschappelijk personeel van de Franstalige universiteiten.

§ 2. Deze leden en hun plaatsvervangers worden door de Minister op basis van een dubbele lijst aangesteld voor een vernieuwbare periode van 4 jaar. Is er een effectief lid afwezig, en uitsluitend in dit geval, dan woont zijn plaatsvervanger de Raad bij. Iedere persoon die aangewezen wordt ter vervanging van een afgetreden of overleden lid, voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

§ 3. Ieder lid dat de hoedanigheid verliest krachtens dewelke het werd aangewezen, is verondersteld ontslagnemend te zijn. Het wordt vervangen door iemand die aangewezen is onder dezelfde voorwaarden om zijn mandaat te voleindigen.

§ 4. De voorzitter en de ondervoorzitter(s) worden door de Minister onder de leden gekozen. De voorzitter, de ondervoorzitter(s) en twee leden gekozen uit de Raad vormen het bureau van deze Raad.

§ 5. De directeur van het Bestuur, de inspecteur-generaal van de Inspectie en de ambtenaar verantwoordelijk voor het "C.L.P.C.F." of hun gemachtigden wonen van rechtswege de vergaderingen van de Raad bij. Zij hebben er raadgevende stem.

De Raad mag op zijn werkzaamheden de leden van de Inspectie uitnodigen alsook iedere deskundige die hij nuttig acht occasioneel te raadplegen. Deze deskundigen hebben raadgevende stem.

§ 6. De secretaris van de Raad is een ambtenaar van het Bestuur aangesteld door de Minister. Hij heeft raadgevende stem.

**Art. 68. § 1.** De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement op, waarin moet voorzien worden:

1° dat er ten minste één vergadering per trimester wordt gehouden, op oproeping van de voorzitter;

2° dat de oproeping verplicht moet gebeuren op het verzoek van een vijfde van de leden;

3° dat ten minste de helft van de leden aanwezig of vertegenwoordigd moet zijn opdat de Raad geldig zitting kan houden; indien het quorum van de aanwezige leden niet wordt bereikt, dan wordt er een nieuwe vergadering bijeengeroepen binnen de 10 werkdagen met dezelfde agenda. In dat geval houdt de Raad geldig zitting, ongeacht het aantal aanwezige leden;

4° dat de beslissing bij meerderheid van stemmen van de aanwezige leden wordt genomen, en dat, bij staking van stemmen, de stem van de voorzitter beslissend is;

5° dat de commissies waarvan de Raad de opdracht en de werking bepaalt op een welbepaalde manier worden samengesteld.

§ 2. De notulen en beslissingen van de Raad worden aan de Minister bezorgd.

**Art. 69.** Presentiegeld wordt toegekend aan de leden en medewerkers van de Raad. Het bedrag ervan is vastgesteld op 500 F per vergadering. De reis- en verblijfkosten worden hen vergoed, overeenkomstig de van kracht zijnde regeling voor de leden van het personeel van de ministeries;

— koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten;

— koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens de verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel van de ministeries.

#### HOOFDSTUK X. — *De provinciale coördinatiecomités voor lectuurvoorziening*

**Art. 70. § 1.** De Provinciale Comités zijn samengesteld uit 7 tot 13 effectieve leden en uit hetzelfde aantal plaatsvervangers. Zij worden door de Minister aangesteld met inachtneming van hun bevoegdheid en gekozen, zoals de leden van de Raad, onder de vertegenwoordigers van de openbare centrale, hoofd-, plaatselijke en reizende bibliotheken met zetel in de provincie alsook op het grondgebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, en onder de vertegenwoordigers van erkende organisaties voor permanente opvoeding, jeugdorganisaties, culturele centra en erkende verenigingen van bibliothecarissen.

Geen enkele openbare bibliotheek mag evenwel meer dan één vertegenwoordiger tellen. In elk provinciaal comité heeft ten minste één lid tot opdracht de samenwerking te organiseren tussen het Provinciaal comité en de Raad.

§ 2. De voorzitter, de ondervoorzitter en de secretaris worden aangesteld door de Minister.

Het secretariaat van het Provinciaal Comité wordt waargenomen door een territoriaal bevoegd lid van de Inspectie. Hij heeft raadgevende stem.

De territoriaal bevoegde leden van de Inspectie wonen van rechtswege de vergaderingen van dit comité bij. Zij hebben raadgevende stem.

§ 3. De mandaten van de leden van de Provinciale Comités nemen aanvang op hetzelfde ogenblik als deze van de leden van de Raad en zijn van dezelfde duur.

**Art. 71. § 1.** Het Provinciaal Comité vergadert op bijeenroeping van zijn voorzitter of indien ten minste een derde van de effectieve leden erom verzoekt.

Het kan slechts geldig zitting houden indien ten minste de helft van de leden aanwezig of vertegenwoordigd is. Ieder aanwezig lid mag slechts een enkele machtiging in zijn bezit hebben.

Bij staking van stemmen, is de stem van de voorzitter beslissend.

Indien het quorum van de aanwezige leden niet is bereikt, wordt een nieuwe vergadering bijeengeroepen binnen de 10 werkdagen met dezelfde agenda. In dat geval houdt het Provinciaal Comité geldig zitting, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Een lid dat meer dan tweemaal afwezig is zonder gemotiveerde verontschuldiging wordt ambtshalve als ontslagnemend beschouwd.

§ 2. De provinciale comités sturen naar de Raad een jaarlijks activiteitenverslag waarin de behandelde zaken en de hangende problemen worden vermeld, alsook de voorstellen die zij aan de Minister wensen te formuleren. Dit verslag moet uiterlijk 31 maart van het volgende jaar afgegeven worden.

§ 3. Het provinciaal comité mag in zijn midden deskundigen in vast verband opnemen. Hun aantal is beperkt tot drie. Het bepaalt de modaliteiten voor de deelneming van deze deskundigen aan zijn werkzaamheden en mag ook, in bijzondere omstandigheden, een beroep doen op occasionele consultants.

§ 4. Het provinciaal comité stelt zijn huishoudelijk reglement op en legt het aan de goedkeuring van de Minister voor.

**Art. 72.** Presentiegeld wordt toegekend aan de leden en medewerkers van de provinciale comités. Het bedrag ervan is vastgesteld op 500 F per vergadering. De reis- en verblijfkosten worden hen vergoed overeenkomstig de van kracht zijnde regeling voor de leden van het personeel van de ministeries :

— koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten;

— koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens de verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel van de ministeries.

#### HOOFDSTUK XI. — *Stobepalingen*

**Art. 73.** Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 19 oktober 1921 tot inrichting van de dienst voor openbare bibliotheken;

2° het besluit van de Regent van 28 juni 1946 betreffende de reorganisatie van de inspectie van de openbare bibliotheken en de werken voor volksopleiding;

3° het besluit van de Regent van 1 oktober 1947 betreffende de openbare bibliotheken;

4° het koninklijk besluit van 10 februari 1951 betreffende de jaarlijkse toelagen in boeken of in specie bestemd voor de aankoop van boeken, aan de openbare bibliotheken;

5° het koninklijk besluit van 6 januari 1975 houdende vaststelling van het cijfer van de toelage toegekend aan de leden van de examencommissies voor de verschillende prijzen ingericht door de dienst voor lectuurvoorziening;

6° het besluit van 6 november 1987 van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de inrichting van de openbare dienst voor lectuurvoorziening in toepassing van het decreet van 28 februari 1978;

7° het ministerieel besluit van 25 januari 1952 houdende vaststelling van de inspectiegebieden van de openbare bibliotheken en de werken voor volksontwikkeling;

8° het ministerieel besluit van 11 oktober 1952 houdende vaststelling van de toekenning van de buitengewone toelagen in speciën aan de openbare bibliotheken;

9° het ministerieel besluit van 29 november 1962 betreffende de jaarlijkse toelagen in boeken of in specie bestemd voor het aankopen van boeken, aan de bibliotheken van de franstalige sector;

10° het ministerieel besluit van 7 november 1966 betreffende de toelagen aan de examencommissies en de leraren.

**Art. 74.** De openbare bibliotheken erkend in toepassing van het decreet krijgen, bij de inwerkingtreding van dit besluit, vrijstelling van de verplichting een nieuwe aanvraag tot erkenning in te dienen. Zij behouden, ten voordele van het net, het aantal forfaitaire toelagen toegekend op deze datum en dit tot 31 december 1998.

Zij moeten evenwel uiterlijk eind van deze termijn van drie jaar, voldoen aan al de voorwaarden tot erkenning van dit besluit om door de Minister te kunnen geklasseerd worden op de voordracht van het Bestuur, in één van de categorieën bedoeld bij artikel 2, § 1 van het decreet.

**Art. 75.** Het eerste mandaat van de Raad en de provinciale comités neemt aanvang uiterlijk drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 76.** Dit besluit treedt in werking op 15 maart 1995.

**Art. 77.** De Minister tot wiens bevoegdheid Cultuur behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 maart 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

## Bijlage 1

## Vereiste titels

Algemeen titels	Bibliotheconomische titels	Nuttige specifieke anciënniteit
<b>I. TECHNISCH PERSONEEL</b>		
G.H.M.O.	Bekwaamheidsbewijs om een openbare bibliotheek te runnen	of bekwaamheidsbewijs om in een openbare bibliotheek te werken verworven vóór 31 december 1996 en 6-jaar anciënniteit met voltijdse dagtaak of, bij overgangsmaatregel, B.G.O.O.B. bekomen vóór 31 december 1996 en personeel aangeworven in een openbare bibliotheek erkend krachtens het decreet van 28 februari 1978 of van de wet van 17 oktober 1921
Graduaat bibliothecaris-documentalist	of	9 jaar anciënniteit met voltijdse dagtaak van adjunct-bibliothecaris in een openbare bibliotheek erkend in het kader van het decreet van 28 februari 1978 of van de wet van 1921
<b>II. LEIDEND PERSONEEL</b>		
Licentiaat boeken- en bibliothekenwetenschap (2e cyclus)		
Speciaal licentiaat informatie- en documentatiewetenschap (3e cyclus)		
Universitair licentiaat	<p>1. Bekwaamheidsbewijs om een openbare bibliotheek te runnen</p> <p>2. Bekwaamheidsgetuigschrift om in een openbare bibliotheek te werken bekomen vóór 31 december 1996 en personeel aangeworven ten minste met halftijdse dagtaak in een openbare bibliotheek erkend vóór 31 december 1997 in een openbare bibliotheek erkend op deze datum (overgangsmaatregel - artikel 41, § 3)</p>	<p>of, wat de openbare centrale en hoofdbibliotheken betreft, 9 jaar anciënniteit in de graad van gegradueerd bibliothecaris in een erkende openbare bibliotheek.</p> <p>of, wat de plaatselijke openbare bibliotheken betreft, 3 jaar anciënniteit in de graad van gegradueerd bibliothecaris in een erkende openbare bibliotheek.</p>

## Bijlage 2

## Classificatie van de plaatselijke openbare bibliotheken :

evaluatie uitgedrukt in resultaten (in toepassing van artikel 45 van het besluit)

## I. Structurering van het net

	C	B	A
Samenwerking van de verschillende bibliotheconomische entiteiten van het plaatselijk net	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Een enkel huishoudelijk reglement</li> <li>— Jaarlijkse en genummerde gebruikerskaart</li> <li>— Collectieve catalogus</li> <li>— Overlegd beleid inzake aankopen</li> <li>— Ten minste 1 maal per jaar vergadering van het coördinatiecomité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Een enkel huishoudelijk reglement</li> <li>— Een enkele jaarlijkse en genummerde gebruikerskaart</li> <li>— Collectieve catalogus</li> <li>— Overlegd beleid inzake aankopen</li> <li>— Gesplitste of gecentraliseerde catalografie</li> <li>— Ten minste 2 maal per jaar vergadering van het coördinatiecomité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Een enkel huishoudelijk reglement</li> <li>— Een enkele jaarlijkse en genummerde gebruikerskaart</li> <li>— Collectieve catalogus</li> <li>— Overlegd beleid inzake aankopen</li> <li>— Gesplitste of gecentraliseerde catalografie</li> <li>— Ten minste 4 maal per jaar vergadering van het coördinatiecomité</li> </ul>
Samenwerking binnen het communautaire net	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Deelneming aan de uitleningen interbibliotheken</li> <li>— Deelneming aan de vergaderingen van de hoofdbibliotheek en/of de centrale bibliotheek</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Deelneming aan de uitleningen interbibliotheken</li> <li>— Deelneming aan de vergaderingen van de hoofdbibliotheek en/of de centrale bibliotheek</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Deelneming aan de uitleningen interbibliotheken</li> <li>— Deelneming aan de vergaderingen van de hoofdbibliotheek en/of de centrale bibliotheek</li> </ul>

2

	C	B	A
Toegang tot de ruimten	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Oppervlakte die overeenstemt met de minima bepaald in dit besluit (centrale + filiaal + depot)</li> <li>— Over autonome aangepaste lokalen beschikken, die gemakkelijk toegankelijk zijn vanuit de openbare weg</li> <li>— De nieuwe lokalen moeten gemakkelijk toegankelijk zijn voor gehandicapten.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Totale oppervlakte van de lokalen gelijk aan 1,25 van de vereiste minima (centrale + filiaal + depot)</li> <li>— Over autonome aangepaste lokalen beschikken, die gemakkelijk toegankelijk zijn vanuit de openbare weg</li> <li>— De nieuwe lokalen moeten gemakkelijk toegankelijk zijn voor gehandicapten.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— Totale oppervlakte van de lokalen gelijk aan 1,50 van de vereiste minima (centrale + filiaal + depot)</li> <li>— Over autonome aangepaste lokalen beschikken, die gemakkelijk toegankelijk zijn vanuit de openbare weg</li> <li>— Het geheel van de lokalen moet opnieuw verbouwd worden om gemakkelijk toegankelijk te zijn voor gehandicapten.</li> <li>— Ruime parkeerplaats</li> </ul>
Toegang tot de diensten en collecties	<ul style="list-style-type: none"> <li>— minimum 20 u/week gespreid over 5 dagen, verplichte opening de woensdag namiddag en ten minste 4 uren tijdens het week-end</li> <li>— Meubilair en materiaal aangepast aan de normen</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— minimum 24 u/week gespreid over 5 dagen, verplichte opening de woensdag namiddag en ten minste 4 uur tijdens het week-end</li> <li>— Meubilair en materiaal aangepast aan de normen</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— minimum 28 u/week gespreid over 5 dagen, verplichte opening de woensdag namiddag en ten minste 4 uur tijdens het week-end</li> <li>— Meubilair en materiaal aangepast aan de normen</li> </ul>

## 3. Aankoopbeleid

	C	B	A
Afvoer	— Afvoerplan en eerste uitgevoerde afvoer die jaarlijks overeenstemt met 3 % van de collecties	— Jaarlijkse afvoer gelijk aan 4 % van de collecties	— Jaarlijkse afvoer gelijk aan 5 % van de collecties
Diversificatie	<ul style="list-style-type: none"> <li>— 3 % van de referentieboeken en -documenten</li> <li>— 25 % van de informatieboeken en -documenten voor volwassenen</li> <li>— 15 % van de fictieboeken en -documenten voor de jeugd</li> <li>— 10 % van de informatieboeken en -documenten voor de jeugd</li> <li>— de globale collectie moet voortdurend een minimum percent boeken, tijdschriften en documenten van Belgische Franstalige auteurs en uitgevers omvatten (artikel 9, § 3)</li> <li>— de collecties moeten aangepast zijn aan de behoeften inzake permanente opvoeding van het geheel van de bevolking (artikel 12, § 1, 1°)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— 4 % van de referentieboeken en -documenten</li> <li>— 30 % van de informatieboeken en -documenten voor volwassenen</li> <li>— 15 % van de fictieboeken en -documenten voor de jeugd</li> <li>— 15 % van de informatieboeken en -documenten voor de jeugd</li> <li>— de globale collectie moet voortdurend een minimum percent boeken, tijdschriften en documenten van Belgische Franstalige auteurs en uitgevers omvatten (artikel 9, § 3)</li> <li>— de collecties moeten aangepast zijn aan de behoeften inzake permanente opvoeding van het geheel van de bevolking (artikel 12, § 1, 1°)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>— 5 % van de referentieboeken en -documenten</li> <li>— 35 % van de informatieboeken en -documenten voor volwassenen</li> <li>— 15 % van de fictieboeken en -documenten voor de jeugd</li> <li>— 20 % van de informatieboeken en -documenten voor de jeugd</li> <li>— de globale collectie moet voortdurend een minimum percent boeken, tijdschriften en documenten van Belgische Franstalige auteurs en uitgevers omvatten (artikel 9, § 3)</li> <li>— de collecties moeten aangepast zijn aan de behoeften inzake permanente opvoeding van het geheel van de bevolking (artikel 12, § 1, 1°)</li> </ul>
Actualiteiten	30 % van de vereiste basiscollecties bestaande uit boeken en documenten die vrij toegankelijk zijn en uitgegeven sedert minder dan 10 jaar	40 % van de vereiste basiscollecties bestaande uit boeken en documenten die vrij toegankelijk zijn en uitgegeven sedert minder dan 10 jaar	50 % van de vereiste basiscollecties bestaande uit boeken en documenten die vrij toegankelijk zijn en uitgegeven sedert minder dan 10 jaar
Aangroei	— Jaarlijks 5 % van de vereiste basiscollectie	— Jaarlijks 6 % van de vereiste basiscollectie	— Jaarlijks 7 % van de vereiste basiscollectie
Aantal boeken	— 1 of 1,5 (zie artikel 13) boeken of documenten per inwoner na afvoer, met ten minste 2/3 van de boeken en documenten die in het bezit zijn van de hoofdbibliotheek, met een minimum van 10 000 boeken/documenten	— ten minste 1,5 boeken of documenten per inwoner na afvoer, met ten minste 2/3 van de boeken en documenten die in het bezit zijn van de hoofdbibliotheek, met een minimum van 10 000 boeken/documenten	— ten minste 2 boeken of documenten per inwoner na afvoer, met ten minste 2/3 van de boeken en documenten die in het bezit zijn van de hoofdbibliotheek, met een minimum van 10 000 boeken/documenten

	C	B	A
Aantal tijdschriften	— 3 dagbladen en 20 verschillende andere tijdschriften, gekozen volgens hun nut en hun actualiteit	— 4 dagbladen en 25 verschillende andere tijdschriften, gekozen volgens hun nut en hun actualiteit	— 5 dagbladen en 30 verschillende andere tijdschriften, gekozen volgens hun nut en hun actualiteit
Andere dragers	— geen enkele afdeling gewijd aan een andere drager dan het papier (spelen, software...)	— een afdeling gewijd aan een andere drager dan het papier (spelen, software...)	— twee afdelingen gewijd aan een andere drager dan het papier (spelen, software...)

## 4. Ontleding van de aanvraag

	C	B	A
Frequentiecijfer	Minimum aantal gebruikers gelijk aan 10 % van het aantal inwoners van het bevoegdheidsgebied	Minimum aantal gebruikers gelijk aan 15 % van het aantal inwoners van het bevoegdheidsgebied	Minimum aantal gebruikers gelijk aan 20 % van het aantal inwoners van het bevoegdheidsgebied
Aantal jaarlijkse uitleeningen	— Ten minste 10 maal het aantal vereiste gebruikers	— Ten minste 12 maal het aantal vereiste gebruikers	— Ten minste 15 maal het aantal vereiste gebruikers

## 5. Beleid inzake uitbreiding van de lectuur

	C	B	A
Plan voor de uitbreiding van de lectuur	— Eerste schriftelijk jaarlijks plan voor uitbreiding opgesteld in samenspraak met het geheel van de bibliotheconomische entiteiten van het net en het Overlegcomité	— Een schriftelijk driejaarlijks plan voor uitbreiding opgesteld in samenspraak met het geheel van de bibliotheconomische entiteiten van het net en het Overlegcomité — Beleid inzake public relations en bevordering van de openbare bibliotheek en haar diensten	— Een schriftelijk vijfjaarlijks plan voor uitbreiding opgesteld in samenspraak met het geheel van de bibliotheconomische entiteiten van het net en het Overlegcomité — Beleid inzake public relations en bevordering van de openbare bibliotheek en haar diensten
Programma van specifieke acties voor publieken die niet gemakkelijk toegang hebben tot de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening	— Het plan omvat ten minste een actieprogramma voor deze publieken (voorbeelden : prille jeugd, derde leeftijd, vierde wereld, strafinrichtingen...)	— Het plan omvat ten minste twee actieprogramma's voor deze publieken (voorbeelden : prille jeugd, derde leeftijd, vierde wereld, strafinrichtingen...)	— Het plan omvat ten minste drie actieprogramma's voor deze publieken (voorbeelden : prille jeugd, derde leeftijd, vierde wereld strafinrichtingen...)
Specifieke acties in de niet formele opleidings- en onderwijsinrichtingen	— Het plan omvat ten minste een actie inzake depot van werken voor de verschillende schoollopende leeftijdsgroepen	— Het plan omvat, naast depots van werken, acties voor animatie in of buiten de bibliotheek	— Het plan omvat, naast de depots en de animaties, acties voor de deelneming van de verschillende schoollopende leeftijdsgroepen

## 6. Middelen om de documentaire opzoeking te vergemakkelijken

	C	B	A
Catalogussen	— Naleving van al de bibliotheconomische normen opgesomd in de artikelen 61 tot 66 van het besluit	— Naleving van al de bibliotheconomische normen opgesomd in de artikelen 61 tot 66 van het besluit	— Naleving van al de bibliotheconomische normen opgesomd in de artikelen 61 tot 66 van het besluit
Computerisering	— Computeriseringsplan voor het beheer van de uitleeningen.	— Computeriseren aan de gang  — Individuele en collectieve initiatie inzake geïnformatiseerde documentaire opzoeking — Terbeschikkingstelling van de gebruikers van de optische technieken voor het opzoeken van documenten in de leeszaal (CD-Rom, CDI)	— Al de functies moeten gecomputeriseerd zijn  — Collectieve catalogus van het plaatselijk gecomputeriseerd net ter beschikking van het publiek — Individuele en collectieve initiatie inzake geïnformatiseerde documentaire opzoeking  — Terbeschikkingstelling van de gebruikers van de optische technieken voor het opzoeken van documenten in de leeszaal (CD-Rom, CDI)

## 7. Beleid inzake menselijke middelen

	C	B	A
Omvang van de personeelsformatie	Gloobaal kader ten minste gelijk aan het aantal forfaitaire toelagen	Gloobaal kader ten minste gelijk aan het aantal forfaitaire toelagen	Gloobaal kader gelijk aan het referentiekader
Voortgezette vorming	— 60 u per periode van 3 jaar voor ieder lid van het bibliothecologisch personeel	— 75 u per periode van 3 jaar voor ieder lid van het bibliothecologisch personeel	— 90 u per periode van 3 jaar voor ieder lid van het bibliothecologisch personeel

## Bijlage 3

**Classificatie van de openbare hoofdbibliotheken :  
evaluatie uitgedrukt in resultaten (in toepassing van artikel 48 van het besluit)**

	C	B	A
Uitbreiding en bevordering van de lectuur	— Steun aan ten minste één bevorderingsactie buiten de gemeente	— Steun aan ten minste drie bevorderingsacties buiten de gemeente	— Steun aan ten minste vijf bevorderingsacties buiten de gemeente
Overleg met de H.B. van het bevoegdheidsgebied	— ten minste 1 maal per jaar	— ten minste 3 maal per jaar	— ten minste 5 maal per jaar
Hulpcollectie	— 1 boek, tijdschrift, document voor 4 inwoners in het bevoegdheidsgebied — diversificatie van de hulpcollectie van ten minste : - 5 % referentie - 35 % informatie volwassenen - 10 % fictie jeugd - 15 % informatie jeugd — jaarlijkse uitbreiding van de hulpcollectie gelijk aan 5 %	— 1,25 boeken, tijdschriften, documenten voor 4 inwoners in het bevoegdheidsgebied — diversificatie van de hulpcollectie van ten minste : - 6 % referentie - 40 % informatie volwassenen - 15 % fictie jeugd - 20 % informatie jeugd — jaarlijkse uitbreiding van de hulpcollectie gelijk aan 6 %	— 1,50 boeken, tijdschriften, documenten voor 4 inwoners in het bevoegdheidsgebied — diversificatie van de nevencollectie van ten minste : - 7 % referentie - 45 % informatie volwassenen - 20 % fictie jeugd - 25 % informatie jeugd — jaarlijkse uitbreiding van de hulpcollectie gelijk aan 7 %
Aankopen	— een andere geassocieerde gemeente	— ten minste 30 % van de geassocieerde gemeenten	— ten minste 50 % van de geassocieerde gemeenten
Aankondigingen catalogussen	— een andere geassocieerde gemeente	— ten minste 30 % van de geassocieerde gemeenten	— ten minste 50 % van de geassocieerde gemeenten
Afvoer	— een andere geassocieerde gemeente	— ten minste 30 % van de geassocieerde gemeenten	— ten minste 50 % van de geassocieerde gemeenten

## Bijlage 4

## Referentiekader van een plaatselijke openbare bibliotheek

Aantal inwoners	Aantal voltijdse betrekkingen
minder dan 7.500	2
van 7.500 tot 9.999	4
van 10.000 tot 14.999	5
van 15.000 tot 24.999	7
van 25.000 tot 34.999	9
van 35.000 tot 49.999	11
van 50.000 tot 74.999	15
van 75.000 tot 124.999	20
125.000 en meer	32

## Bijlage 5

Verdeling van de minimale nuttige ruimten in de openbare bibliotheken (in m<sup>2</sup>)

Aantal te bedienen gebruikers	Jeugdafdeling	Volwassenenafdeling	Leeszaal	Minimale oppervlakte van de lokalen toegankelijk voor het publiek
Minder dan 500 gebruikers	35	50	20	105
Van 500 tot 999 gebruikers	50	100	30	180
Van 1.000 tot 1.999 gebruikers	75	150	40	265
Van 2.000 tot 2.999 gebruikers	90	200	60	350
Van 3.000 tot 4.999 gebruikers	110	250	90	450
Meer dan 5.000 gebruikers	130	300	120	550